



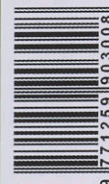
DU MOIS

JOURNAL ASSOCIATIF D'INFORMATIONS LOCALES - PARAÎT AU DÉBUT DE CHAQUE MOIS

N° 251 - Juillet-Août 2017 - 2,50 EUROS

**Porte de La Chapelle :
le centre humanitaire
déborde et les tensions
s'accroissent**

(p. 2 et 3)



SOLIDARITÉ ET ÉCOLOGIE, LE 18e EN POINTE

Les initiatives foisonnent dans nos quartiers : crèche innovante (p. 14), frigos solidaires (p. 16), meubles à petits prix (p. 11), potagers aquaponiques (p. 9), maison zéro déchet (p. 4).

On tire à l'arc à La Chapelle

(p.12 et 13)



Un sport séculaire et toujours bien vivant : au gymnase Tristan Tzara, les Archers de La Chapelle visent ensemble leurs cibles respectives. Concentration et... détente garanties.

Histoire. La fusillade du 23 avril 1925

(p. 18 et 19)

Portrait. Qui est donc Achbé ?

(p. 24)

Tati : un avenir en demi-teinte

(p. 4)

Trois nouveaux députés
élus par... 46 %
des inscrits. Abstentions,
blancs et nuls, bureau par
bureau

(p. 6 à 9)

Quand La Poste ne fait plus son métier

(p. 9)

Halle Pajol
La centrale solaire
en surchauffe

(p. 10)

Château-Rouge
Ras-le-bol rue Myrha

(p. 15)

Simplon
Championnat de débat
citoyen entre collégiens
de Gérard Philipe

(p. 17)

D1 Jul 20 32713

La saturation du centre d'accueil de migrants rend la situation intenable porte de La Chapelle

Depuis plusieurs semaines, le camp humanitaire de la porte de la Chapelle est saturé. Des centaines de migrants stationnent alentour. Une situation qui crée des tensions avec le voisinage et qui ne risque guère de s'améliorer dans les prochaines semaines.

Conditions de vie indignes des migrants, ras-le-bol des riverains, cris d'alarme répétés des associations d'aide aux réfugiés : la situation est de plus en plus tendue autour de la porte de La Chapelle. Depuis plusieurs semaines, Erythréens, Somaliens, Syriens, Afghans et Soudanais tentent en vain d'accéder au centre d'accueil du boulevard Ney.

L'incendie en avril 2017 du camp de migrants de Grande-Synthe, à proximité de Dunkerque, et l'évacuation de la « jungle » de Calais en octobre 2016 ont transformé Paris en un point de chute quasi unique. Du coup, les 400 places du centre ne suffisent plus et le *turnover* y est trop lent pour résorber la saturation.

À l'origine, le centre de la porte de La Chapelle devait accueillir des réfugiés pendant une dizaine de jours chacun. Ensuite, ils devaient être orientés vers des centres situés en province et gérés par l'État. Or, les places proposées par l'État se sont réduites à la portion congrue. Du coup, la file d'attente devant le centre s'allonge de plus en plus.

Autre problème : le peu de places disponibles dans « la bulle » du boulevard Ney est distribué aux premiers arrivés. Ce qui explique en partie les violentes disputes qui peuvent avoir lieu dans la file lorsqu'une personne essaie de doubler les autres.

Migrants par milliers

En conséquence, les migrants sont désormais plus d'un millier à dormir dehors à proximité, sans nourriture, sans eau, dans des conditions d'hygiène terribles que la canicule de juin a encore aggravées et dans un climat de non droit avéré.

Devant cette impasse, Anne Hidalgo a écrit au gouvernement afin que ce dernier crée de nouvelles places d'hébergement sur toute la France. Si les arrivées se poursuivaient « sans augmentation du rythme des prises en charge, préventive, plusieurs milliers de personnes seraient contraintes de vivre dans ces conditions indignes au sein de la capitale au cœur de l'été. »

Cette situation révèle les tensions existantes au sein des pouvoirs



Sur les barrières alentour du camp, les migrants restés à l'extérieur font sécher leur linge. Pas facile de rester propre quand on dort dehors sans point d'eau à proximité.

publics entre les partisans d'une politique d'accueil et ceux qui n'en veulent pas. Par exemple entre la mairie de Paris, qui a misé sur l'installation de deux centres d'accueil (un pour les hommes célibataires et un autre pour les femmes et les mineurs) et le ministère de l'Intérieur qui verbalise, met en garde-à-vue, voire poursuit en justice tous ceux qui viennent en aide aux personnes migrantes.

Climat de violence

De nombreuses associations dénoncent depuis plusieurs semaines le climat de violence qui existe aux abords du boulevard Ney, mais également à Calais et à la frontière italienne. Bénévoles et salariés associatifs intimidés par les forces de l'ordre ; migrants que l'on disperse à coup de gaz lacrymogène et dont on confisque le duvet et le peu de biens qu'ils possèdent. « Tout est fait pour leur rendre la vie impossible et pour qu'ils s'en aillent », s'insurge Yann Manzi, l'un des fondateurs de l'as-

sociation Utopia 56, présente au centre humanitaire de la porte de La Chapelle. « Que les réfugiés et les migrants soient de plus en plus nombreux à Paris depuis quelques années, c'est logique, poursuit-il. Mais il s'agit de gouttelettes par rapport à l'Allemagne, l'Italie, la Grèce, la Turquie, le Liban ou la Jordanie. Il y a suffisamment de barrages et on les accueille suffisamment indignement pour que l'image de tout ça puisse circuler de façon à dissuader les autres. »

Tarir les flux ?

Une tribune publiée mi juin, signée notamment par Emmaüs France, Emmaüs International, le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) et Amnesty, se dresse contre « l'échec effroyable » de « la gestion répressive des migrations internationales et le non respect du droit d'asile qui prévaut dans la plupart des pays d'Europe,

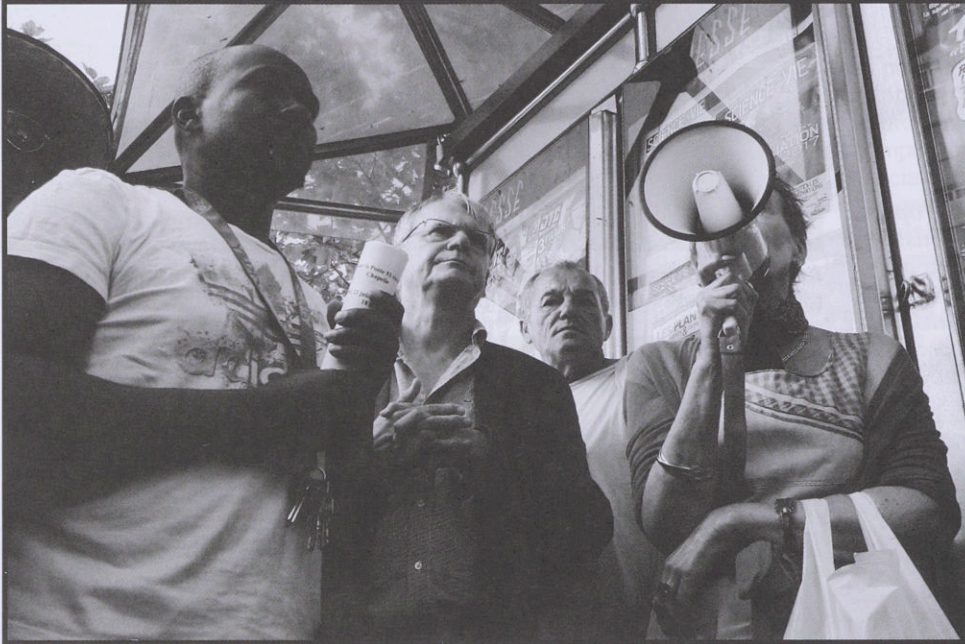
et en France en particulier. »

Ces associations dénoncent au passage la politique prônée par Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur, pour « tarir les flux d'arrivées ». Une politique qui relève de « l'illusion et du mensonge que nous payons au prix fort : des milliers de vies perdues chaque année en Méditerranée ou sur les autoroutes d'Europe, des centaines de millions d'euros gaspillés tous les ans, d'insupportables souffrances humaines, mais aussi des territoires sous tension, des bénévoles et des citoyens choqués et épuisés... De tels choix politiques fracturent nos territoires, dressent les hommes et femmes les uns contre les autres et nourrissent le rejet de l'autre et le repli sur soi. »

Reste à connaître la tournure que prendra ce bras de fer entre associations, mairie de Paris et gouvernement. D'autant que les riverains de la porte de La Chapelle, pris en tenailles dans un phénomène qui les dépasse largement, commencent à perdre patience. **Nadia Djabali**

Riverains au bord de la crise de nerfs

Des habitants se sont rassemblés devant la tour du 93 rue de La Chapelle pour demander aux élus du 18e de réagir.



Au mégaphone lors de la manifestation des riverains, Marie-Noëlle Demaret, présidente d'une amicale de locataires. Au centre, Olivier Ansart, de l'Association pour le suivi de l'aménagement Paris nord-est.

Nous demandons aux pouvoirs publics, mairie du 18e, mairie de Paris et gouvernement, de mettre en place tous les moyens afin de nous assurer en urgence des conditions d'environnement dans la dignité, la propreté, la salubrité », lance Marie-Noëlle Demaret, présidente de l'amicale des locataires du 69-73 rue de La Chapelle. Placée entre le kiosque à journaux et le bureau de Poste du 93 rue de La Chapelle, mégaphone à portée de lèvres, elle continue : « Nous payons nos impôts. Et nous devons avoir la même qualité de vie que les autres Parisiens. »

Ce vendredi 23 juin à 18h, une petite centaine de riverains de la porte de La Chapelle s'est donné rendez-vous pour dire « trop, c'est trop ». Le motif de leur mécontentement : la multiplication des campements sauvages de migrants à proximité de la porte de La Chapelle.

Seul élu présent, Ian Brossat, adjoint à la maire de Paris en charge du logement et de l'hébergement d'urgence. « Il serait temps que l'État réagisse et ouvre des centres humanitaires ailleurs », a-t-il affirmé.

Vaines évacuation

Olivier Ansart, président de l'Association pour le suivi de l'aménagement Paris nord-est (ASA-PNE),

était également parmi ceux qui dénoncent la situation intenable de la porte de La Chapelle. « Le gros problème, c'est que le 9 mai, au moment de la visite du Comité olympique, il y a eu une grosse évacuation générale, c'est à dire une « mise à l'abri » des migrants comme ils disent. Il fallait montrer l'image d'une ville propre, se souvient-il. Mais une dizaine de jours plus tard, les campements sauvages se sont reformés et surtout amplifiés, notamment vers le rond-point de La Chapelle, devant l'entrée de Chapelle international et vers la porte d'Aubervilliers. »

Également présents pour discuter avec les riverains : des membres d'Utopia 56. L'association s'active au centre d'accueil de la porte de La Chapelle. À l'intérieur, où elle distribue des vêtements et accompagne les migrants ; à l'extérieur, où les bénévoles discutent avec les personnes et les informent pendant qu'elles patientent dans la file d'attente.

Yann Manzi, l'un des fondateurs de l'association, regarde le rassemblement avec philosophie : « Ces riverains ne sont pas contre les migrants, analyse-t-il. Ils sont tous conscients de ce que vivent ces gens mais ils en ont marre de voir de la misère ajoutée à la misère. Nous sommes d'accord avec eux et nous tenons le même discours depuis des mois. »

Toute la région parisienne

Car, il faut le dire, l'annonce de l'établissement en 2016 d'un camp humanitaire par la mairie de Paris n'a pas suscité une levée de bouclier

dans le secteur. Même si certains habitants ont fait part de leurs réticences. Parmi eux, Olivier Ansart : « C'est très compliqué parce que je ne mets pas en cause le travail que fait le centre, indique-t-il préalablement. Quand la maire de Paris a décidé d'installer un centre pour réfugiés porte de La Chapelle, nous avons dit que ce n'était pas une bonne idée. Tout simplement parce qu'on allait ajouter des difficultés aux difficultés déjà existantes et qui ne sont toujours pas réglées. »

Si Olivier Ansart convient que les deux premiers mois d'ouverture du centre ne se sont pas trop mal passés, il signale néanmoins que depuis le début de l'année 2017, des camps se sont constitués, que des passeurs sont arrivés aux abords du centre et, en avril dernier, une rixe très violente a eu lieu entre deux communautés de migrants. « Il faut que ce problème de migration soit supporté par Paris et toute la région parisienne, et pas seulement par la porte de La Chapelle », réclame-t-il.

Le règlement de Dublin

Pour Yann Manzi, les difficultés vécues par les migrants et les riverains proviennent de la même source : le règlement de Dublin. Ce dernier stipule qu'un seul État est responsable de l'examen d'une demande d'asile dans l'Union européenne : soit le pays d'entrée, soit l'État qui a accordé un visa ou un titre de séjour. « Résultat : de nombreuses personnes accueillies dans le centre se trouvent dans l'impossibilité de demander l'asile parce qu'elles ont laissé leurs empreintes en Italie ou en Grèce et qu'il faut retourner là-bas pour faire la demande. » Du coup, pour ces personnes, la porte de La Chapelle se transforme en impasse.

Mais les riverains n'ont que très peu de moyens à leur portée pour influencer sur des politiques migratoires décidées au niveau des gouvernements et de l'Union européenne. En attendant, Marie-Noëlle Demaret, toujours au mégaphone, propose aux

Le 18e du mois est un journal d'information sur le 18e arrondissement, indépendant de toute organisation politique, religieuse ou syndicale.

Il est édité par l'association des Amis du 18e du mois.

76, rue Marcadet, 75018 Paris, tél. : 01 42 59 34 10

18dumois@gmail.com

Site : <http://18dumois.info>

Une permanence est assurée au local du 18e du mois tous les jours de 10h à 12h

● Ont collaboré à ce numéro

Christian Adnin, Aliosha Alvarez, Stéphane Bardin, Séverine Bourguignon, Tessa Chéry, Samuel Cincinnatus, Daniel Conrod, Dominique Delpirou, Anne Farago, Marie-Odile Fargier, Florianne Finet, Danielle Fournier, Jacqueline Gamblin, Annie Katz, Nathalie Kuras, Maryse Le Bras, Janine Mossuz-Lavau, Jean-Claude N'Diaye, Thierry Nectoux, Niccolò Romero, Sophie Roux.

● Rédaction en chef : Nadia Djabali avec Marie-Odile Fargier et Annie Katz (adjointes)

● Correction : Angela Gosmann

● Bureau de l'association :

Noël Bouttier, président, Mathieu Le Floch, vice-président, Christian Adnin, trésorier, Günter Klode, trésorier-adjoint, Anne Bayley, secrétaire.

● Communication et réseaux sociaux : Marie-Pierre Nedeleg

● Responsable de la distribution : Günter Klode

● Responsable des abonnements : Martine Souloumiac

● Responsable de la mise sous pli : Marika Hubert

● Directeur de la publication : Christian Adnin

● Fondateurs : Noël Monier et Jean-Yves Rognant

● Rédactrice en chef forever : Marie-Pierre Larrivé

RETROUVEZ
le 18e du mois
sur les réseaux
sociaux



Taper facebook
+ Le 18e du mois



twitter :
@le18edumois

Et bien sûr chez votre marchand de journaux

habitants de contacter les élus du 18e pour qu'ils déposent un vœu « afin que tous les moyens soient mis en œuvre pour que notre quartier ait une qualité de vie normale ». Ils invitent d'ores et déjà les habitants à être présents devant la mairie du 18e pour soutenir ce vœu lorsqu'il sera présenté au conseil d'arrondissement.

Nadia Djabali

La vie du 18e

Pour Tati, un horizon en demi-teinte

Les « idées de génie » de Gifi vont-elles sauver Tati ? C'est en effet le groupe de Philippe Ginestet qui a finalement été choisi par le tribunal de commerce de Bobigny, pour reprendre l'enseigne au vichy rose.

Finalement, après de multiples négociations menées depuis plus de trois mois, l'offre de Gifi permet de sauvegarder 1 428 emplois sur les 1 754 menacés en France et 109 des 140 magasins Tati, Fabio Lucci, Gigastore et Dégrif'mania. Les juges l'ont préférée, le 26 juin, à la proposition du consortium des cinq marques : Foir'fouille, Centrakor, Stockomani, Maxi Bazar et Dépôt Bingo qui ne reprenait que 1 298 salariés et 98 magasins.

Dossier sensible

Cependant, 326 salariés perdent leur emploi. Au départ, Eram refusait de contribuer à l'indemnisation des licenciements, comme le lui permet la loi Macron de 2015 qui n'oblige plus les groupes à financer les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) de leurs filiales en difficulté. Finalement, Eram abonde le plan à hauteur d'un million d'euros. « *Quelques jours seulement avant l'audience du 19 juin, la situation était bloquée*, précise Céline Carlen, secrétaire générale de la CGT Commerce et services de Paris, mais

la période électorale était propice. Nous avons été reçus au ministère, très fébrile sur ce dossier. Nous avons bénéficié d'un soutien important des élus du 18e et de ses habitants ».

Les salariés licenciés recevront chacun 10 000 € à titre d'indemnité extra-légale. L'Etat, dans son rôle d'encadrement classique des PSE importants, finance en grande partie une indemnité de 8 000 € par salarié pour l'accompagnement du reclassement (formations, créations d'entreprise). Le repreneur s'engage à maintenir l'effectif pendant 24 mois,

Inquiétude à Tati Barbès

Les syndicats, divisés au départ sur le choix du repreneur, restent sur des positions différentes. La CFDT, la CFTC et l'UNSA ont toujours soutenu la candidature de GIFI qui porte sur l'ensemble de la filiale Agora, y compris les sièges sociaux, la logistique, etc. Certains militants de la CFDT arboraient lors de l'audience un t-shirt au logo de Gifi ! En revanche la CGT, majoritaire chez Tati Lilnat qui rassemble la plupart des magasins Tati, notamment le navire amiral de Barbès, estimait que l'offre du consortium autour de la Foir'fouille présentait de meilleures garanties. L'inquiétude persiste à Tati Barbès car le repreneur ne



Avec 35 millions de clients par an, le vaisseau amiral de Barbès accueille plus de visiteurs que les monuments parisiens.



Manifestation de salariés de Tati le 4 mai 2017 devant le magasin de Barbès.

propose aucun plan de redressement du magasin. Des travaux sont obligatoires, notamment pour la sécurité et la modernisation. « *C'est un très grand magasin, très complexe, difficile à restructurer; or les repreneurs ne sont pas des mécènes, il doit rapporter de l'ar-*

gent », rappelle Céline Carlen. « *Nous nous sommes battus pour faire améliorer les offres et nous resterons très vigilants* », prévient Nicole Coger, déléguée syndicale CGT à Tati Barbès.

Annie Katz

Réduire ses déchets, mode d'emploi

Une boutique dédiée à cette démarche écologique vient d'ouvrir ses portes au pied de la butte Montmartre.

Comment faire du compost ? Comment fabriquer sa lessive, son dentifrice ou des sacs en tissu ? La réponse se trouve dans les ateliers pratiques qui seront organisés au long de l'été à la toute nouvelle Maison du zéro déchet, à côté de la halle Saint-Pierre. La participation demandée est de 10 €. À l'origine du projet, l'association Zéro Waste France, qui a pour ambition de promouvoir les démarches pour réduire les déchets – comme son nom « *franglais* » l'indique – et de soutenir les modes de consommation responsable et solidaire.

Outre ces ateliers de sensibilisation proposés au grand public, y compris aux enfants, des formations plus approfondies seront mises en place à la rentrée, à destination des professionnels (associations, entreprises, collectivités

locales...). Les 8 et 29 juillet, les visiteurs pourront participer à des balades urbaines dans le quartier pour découvrir les initiatives visant à limiter le gaspillage des ressources à travers le recyclage, le réemploi ou la réparation. Des conférences devraient également être organisées à la rentrée.

Pour une poubelle légère

Une panoplie d'objets permettant de se passer des produits jetables et ainsi alléger sa poubelle au quotidien sera proposée à la vente dans la boutique. On pourra par exemple y trouver des bocaux alimentaires, des sacs réutilisables pour faire ses courses, des cotons ou des couches lavables.

Dans le local de 180 m², un espace sera consacré aux produits alimentaires en emballage consigné : vin, jus

de fruit, maté, des conserves et confitures et des plats cuisinés végétariens de traiteurs. « *Certains produits sont bios mais pas tous pour le moment. Notre critère principal, c'est que le contenant soit réutilisable et il est encore difficile de trouver des producteurs qui fonctionnent de cette manière*, explique Flore Berlingen, directrice de l'association Zéro Waste

France. *Nous privilégions aussi les producteurs locaux car le système de consigne n'a de sens que sur les distances courtes.* »

Florianne Finet

□ 3 rue Charles Nodier, ouvert du lundi au vendredi de 12 h à 20 h et le samedi de 10 h à 19 h. Pour connaître les dates des prochains ateliers : www.maisonduzerodechet.org

Une vaisselle 100 % renouvelable

L'association Zéro Waste France, qui vient de s'installer rue Charles Nodier à la Maison du zéro déchet, a mis en place un système de prêt gratuit de matériel de réception réutilisable, pour les événements organisés par les associations. Le projet est soutenu par le collectif Ouishare. Le kit contient des gobelets, des tasses, des bols, des plateaux, des couverts ou encore des assiettes.

□ Plus d'information : www.ouikit.org

La vie du 18e

Chronique 18

Stéphane, Marian, Zaneck, Laetitia et les autres

Ils sont dix-sept, dix-sept à être tombés en silence au cours de l'année 2016, tombés sur le front de la vie, chez eux pour ceux qui avaient un abri, tombés dehors pour les autres, morts isolés, morts dans la rue, morts de la rue, dix-sept êtres humains tombés solitairement à Paris dans le 18e arrondissement, avec ou sans leur nom patronymique, avec ou sans leur identité dûment établie, dix-sept sur un total de cent quarante-huit pour la seule ville de Paris, de deux cent vingt-cinq pour l'Ile-de-France et de cinq cent un pour l'ensemble de notre territoire.

Ils s'appelaient Stéphane, 45 ans, Marian, 50 ans, Michel, 48 ans, Bachir, 56 ans, Nicole, 40 ans, Zaneck, 35 ans, Gheorghe, 67 ans, Milo, 63 ans, Laetitia, 80 ans, Fred, 45 ans, Gheorge, 54 ans, Antony, 47 ans, Louisa, 47 ans, Sokh, 37 ans, Isaac, 61 ans, Mohamed, 49 ans. À ceux-ci s'ajoute un homme de 58 ans dont on ne connaît rien de plus que le sexe et l'âge.

Pourquoi parler de ces gens aujourd'hui, pourquoi enfoncer le clou de la dérouté, pourquoi la mort, pourquoi la rue alors qu'approchent les vacances d'été, que les oracles

célèbrent un peu partout une France miraculeusement sortie de son état de langueur et que nous voilà, par surcroît, dotés d'un nouveau président qui marche sur les eaux ⁽¹⁾ ? Parce que ces chiffres ont été rendus publics en mars dernier, comme c'est devenu l'usage, par le collectif Les Morts de la rue dont c'est le travail et que ces chiffres, s'ils ne sont pas colportés et assénés, finissent eux aussi par tomber dans l'oubli.

Mortel juillet

Chez nous, dans notre quartier, meurent au ras du sol, métro, escalier, parking, cabane de chantier..., des êtres d'os, de chair et de sang qui ont aimé, ont été aimés, ont échoué, se sont échoués, ont fait ce qu'ils ont pu de leur vie. Il se trouve que le mois de juillet est l'un des trois mois de l'année durant lesquels on meurt le plus dans la rue, les deux autres étant octobre et janvier.

Créé en 2002 par des travailleurs sociaux et des personnes directement concernées par l'expérience de la rue, le collectif Les Morts de la rue a pour objet d'accompagner les morts de la rue et les morts isolés, par convention avec la Ville de Paris, mais aussi leurs familles, leurs amis et voisins. Il collecte et analyse les récits, informations factuelles et données scientifi-

ques permettant de raconter, autant que faire se peut, ce qu'ont été ces existences mais aussi de mesurer et de comprendre les contours d'une réalité sociale autant que d'une turpitude nationale. Enfin, par son existence même et ses actions, il rappelle publiquement et avec constance que vivre dans la rue expose les individus à une mort prématurée : les morts de la rue ont une espérance de vie inférieure de trente ans à la moyenne nationale.

Les chiffres communiqués plus haut concernent les personnes dont le décès a été signalé au collectif pour l'année 2016. On estime à 2 800 le nombre réel de ces décès pour la même année, soit près de huit par jour. En dire davantage ? Un bel été à tous.

Daniel Conrod

1. Voir à ce sujet la couverture du numéro de *The Economist* du 15 juin : « Europe's Saviour ? »

PS : Suite aux deux articles consacrés dans le précédent numéro à la polémique dite du métro La Chapelle, je signale une excellente enquête publiée sur le Bondyblog où l'on voit que Le 18e du mois était très en-deçà de la vérité, que l'article du Parisien qui a lancé l'affaire était à tout le moins sujet à caution et qu'enfin, il y a bien eu volonté de manipuler l'opinion publique.

Adieu à Ana Verissimo

Ana Verissimo nous a quittés, un dimanche d'élections. Un signe, peut être, au-delà des mots. Militante de la Ligue des droits de l'Homme, elle avait rejoint le groupe EE-LV lors de la dernière campagne municipale, à laquelle elle a donné toute son énergie.

C'était une femme engagée, généreuse de son temps, de ses forces, de ses idées, toujours prête à donner aux autres. Inlassablement, elle a aidé les sans-papiers et milité avec eux, pour eux, pour le respect des droits, droit à l'éducation, droit de vivre où on l'a choisi. Et sa délégation aux solidarités internationales, qu'elle a beaucoup aimée, s'inscrivait dans le droit fil de sa vie et de sa personnalité.

C'était une femme courageuse, indépendante, qui n'hésitait pas à discuter, toujours avec énergie, avec enthousiasme et surtout de tout son cœur, qu'elle avait très grand. Je me souviens par exemple d'une soirée animée où elle nous avait concocté du chili au tofu, mettant ses convictions écolos en action.

Elle nous manque beaucoup, elle me manque beaucoup.

Danielle Fournier



© Nadia Diabali

Adjointe au maire du 18e, Ana Verissimo était aussi la suppléante de Ian Brossat (PCF), candidat au siège de député de la circonscription Chapelle-Goutte d'Or aux élections législatives de juin 2017.

SUR L'AGENDA

Conseil d'arrondissement

11 septembre à 18h30, mairie du 18e, salle des mariages, 1 place Jules-Joffrin.

■ Jeudi 6 juillet 247 rue Marcadet

Réunion publique sur le projet immobilier au 247-251 rue Marcadet. 18 h 30, à mairie du 18e, salle des mariages.

■ Jeudi 6 juillet Xérogaphes

Les Xérogaphes vous invitent à venir fêter la sortie du numéro 15 de la revue des Xéros. thème : le fil. Lectures ponctuées des notes spirituelles du contrebassiste et slameur Dgiz, projections, tissage et tricot. À partir de 19 h, au café-restaurant les Chiffons, 90 rue Marcadet, inscription-informations : xerogaphes@free.fr ou 07 81 06 89 66.

■ Jeudi 6 juillet femmes

Soirée tribune de femmes avec en 1ère partie : extraits de films militants féministes : archives choisies, témoignages et humour. 2ème partie : *Ya du monde au balcon !*, par le collectif mouveLOReille. 20 h à la Chaudière 86 rue du poteau.

■ Jeudi 13 juillet Bals

Bal sur le mail Binet, dans le cadre des ateliers de la République. Contes dansés et chantés, danse participative, pique-nique, DJ en dernière partie de soirée. À partir de 18 h 30 jusqu'à minuit. Bal des étudiants communistes (UEC) place des Abbesses, jeudi 13 et vendredi 14 juillet.

■ Jusqu'au jeudi 13 juillet Street art

Le street-artiste Jibé, le club de prévention Aac 75 et l'association Le Petit Ney vous propose de peindre le mobilier urbain avec les jeunes, l'après-midi. • Première semaine de juillet (du 3 au 7) : au square Marcel Sembat autour de bancs, de tables de ping-pong et de murets. • Deuxième semaine de juillet (du 10 au 13) : rue Belliard autour de bancs, blocs de bétons...

■ Jusqu'au 15 juillet Argent

Exposition organisée par la compagnie de l'Astre, de photos réalisées par les lycéens du lycée Suzanne Valadon. Thème : les expressions liées à l'argent. Hall de la mairie.

■ Samedi 2 septembre Visite des Puces

Visite des puces du 18e au 21e siècle, des biffins au marché mondial de l'antiquité avec Philippe Durand. Rdv à 11 h au Petit Ney. Participation libre.

■ Jusqu'au 10 septembre Concours photo

Concours photo organisé par le conseil de quartier Clignancourt-Jules Joffrin. « Clignancourt Jules Joffrin, un quartier animé ». Envoyez vos clichés jusqu'au 10 septembre à cqclignancourtjulesjoffrin@gmail.com. Le règlement du concours est disponible sur le site mairie18.paris.fr

Législatives : 64 % des inscrits du 18e se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul !

Le second tour a confirmé le désintérêt, la lassitude, voire l'hostilité d'un grand nombre d'habitants. Beaucoup ont pensé le scrutin joué d'avance après les présidentielles ; d'autres ont refusé de choisir entre des candidats par lesquels ils ne se sentaient pas représentés.

Numéro bureau de vote	Cumul abstention nuls et blancs (%)	3e circonscription (Grandes-Carières)
44	75,5	Ecole élémentaire 129 rue Belliard
45	72,2	Ecole élémentaire 129 rue Belliard
42	68	Collège Hector Berlioz 17 rue Georgette Agutte
48	68	Ecole élémentaire 7 rue Gustave Rouanet
67	67,9	Annexe Collège Hector Berlioz 9 rue Gustave Rouanet
43	66,9	Ecole élémentaire 44 rue Vauvenargues
39	63,7	Ecole élémentaire 67 rue Dammont
41	63,5	Collège Hector Berlioz 17 rue Georgette Agutte
38	62	Ecole maternelle des Cloys 33 rue des Cloys
47	62	Ecole élémentaire 7 rue Gustave Rouanet
46	60	Ecole maternelle 131 rue Belliard
40	58	Ecole maternelle 4 rue Vauvenargues

Numéro bureau de vote	Cumul abstention nuls et blancs (%)	17e circonscription (Chapelle-Goutte d'Or)
51	74	Ecole élémentaire 142 rue des Poissonniers
65	73,3	Ecole élémentaire 2 bis rue Charles Hermitte
56	70,5	Ecole élémentaire 9 rue Richomme
64	64,5	Ecole élémentaire 33 rue de l'Évangile
63	64	Ecole élémentaire 33 rue de l'Évangile
55	62,3	Ecole élémentaire 8 rue Saint Matthieu
58	62,3	Annexe du collège Marx Dormoy 8 rue Jean-François Lépine
54	61,8	Ecole élémentaire 5 rue Pierre Budin
59	61,8	Collège Aimé Césaire 2 esplanade Nathalie Sarraute
57	61	Ecole élémentaire 9 rue Richomme
62	60	Ecole élémentaire 2 rue de la Guadeloupe
68	58,8	Ecole élémentaire 5 rue Pierre Budin
53	58	Ecole élémentaire 5 rue Pierre Budin
52	55	Ecole élémentaire 7 rue Doudeauville
61	54,5	Ecole élémentaire 2 rue de la Guadeloupe
60	48,9	Collège Aimé Césaire 2 esplanade Nathalie Sarraute

Numéro bureau de vote	Cumul abstention nuls et blancs (%)	18e circonscription (Montmartre-Clignancourt)
12	73	Ecole maternelle 72 rue Championnet
13	72	Collège Utrillo
49	71	Ecole maternelle 2 place Françoise Dorléac
14	70	Ecole élémentaire 7 rue Championnet
16	70	Collège Gerard Philippe
17	70	Collège Clemenceau
50	69	Ecole élémentaire 19 rue Fernand Labori
10	68,4	Ecole élémentaire 69 rue championnet
15	68	Collège Gerard Philippe
19	67,9	Collège Dorgeles 63 rue de Clignancourt
18	67	Ecole élémentaire 61 rue de Clignancourt
20	67	Gymnase Ronsard 2 rue Ronsard
26	67	Ecole élémentaire 15 rue Houdon
7	66,5	Lycée 7 rue Ferdinand Flocon
11	66	Ecole élémentaire 69 rue championnet
21	65,8	Gymnase Ronsard 2 rue Ronsard
30	60	Lycée Auguste Renoir 24 rue Ganneron
33	60	Collège Antoine Coysevox 16 rue Coysevox
29	59,8	Ecole élémentaire 62 rue Lepic
37	59,7	Ecole élémentaire 65 rue Dammont
28	59,5	Ecole élémentaire 62 rue Lepic
5	59	Ecole élémentaire 20 rue Hermel
35	59	Ecole maternelle 4 square Lamarck
3	56	Mairie
25	54	Ecole maternelle 3 place Constantin Pecqueur
22	65	Ecole élémentaire 1 place Suzanne Valadon
9	64	Ecole 16 bis rue Sainte-Isaure
1	63	Mairie
2	63	Mairie
4	63	ecole 77 Mont Cenis
23	63	Ecole élémentaire 1 place Suzanne Valadon
27	63	Ecole élémentaire 15 rue Houdon
66	63	Ecole élémentaire 5 rue Ferdinand Flocon
6	62	Ecole élémentaire 20 rue Hermel
8	62	Lycée 7 rue Ferdinand Flocon
31	62	Lycée Auguste Renoir 24 rue Ganneron
34	62	Ecole élémentaire 29 rue Joseph De Maistre
32	61,8	Collège Antoine Coysevox 16 rue Coysevox
24	61	Ecole maternelle 56 rue d'Orsel
36	60,6	Ecole maternelle 4 square Lamarck
30	60	Lycée Auguste Renoir 24 rue Ganneron

tins blancs et nuls y est bien inférieur à ceux des deux autres circonscriptions. Mais le cumul abstentions, blancs et nuls y totalise 62 % des inscrits. La candidate de la France insoumise, Danièle Obono, a gagné un siège à l'Assemblée nationale avec 50,71 % des suffrages exprimés et est arrivée en tête dans 15 bureaux de vote sur les 16 que compte cette circonscription dans notre arrondissement. Seul bureau de vote à avoir mis en tête Béatrice Faillès, la candidate de la République en marche : le n° 63 de l'école élémentaire du 33 rue de l'Évangile.

Le long des Maréchaux

Que constate-t-on lorsqu'on observe les chiffres de ce cumul abstentions, blancs et nuls ? Que les bureaux qui se sont le moins exprimés pour les candidats en lice se situent dans le nord de l'arrondissement. Huit des neuf bureaux totalisant plus de 70 % d'abstentions sont situés à proximité des boulevards des Maréchaux : 129 rue Belliard (75,5 % et 72,2 %), 142 rue des Poissonniers (74 %), 2 bis rue Charles Hermite (73,3 %), 72 rue Championnet (73 %),

4 avenue de la porte de Clignancourt (72 %) et 2 place Françoise Dorléac (71 %).

Le neuvième bureau au-dessus de 70 % est situé à la Goutte d'Or, au 9 rue Richomme, avec 70,5 % d'abstentions, blancs et nuls.

Est-ce que cela signifie que les quartiers populaires ont fourni les gros bataillons de l'abstention ? Pas si simple, car lorsque l'on scrute ceux qui ont le plus voté, figurent parmi eux des bureaux situés dans des quartiers dits populaires, à cette différence près qu'ils ne se localisent plus au nord de l'arrondissement.

C'est au collège Aimé Césaire, à proximité de la halle Pajol, que le cumul abstention, blancs et nuls est le plus bas avec 48,9 %. Puis vient la maternelle du 3 place Constantin Pecqueur, localisée dans les « beaux quartiers » avec 54 % ; l'école élémentaire du 2 rue de la Guadeloupe à La Chapelle (54,5 %) ; l'école élémentaire du 7 rue Doudeauville (55 %) à la Goutte d'Or ; la mairie du 18e (56 %) ; les deux bureaux de l'école élémentaire 5 rue Pierre Budin (58 % et 58,8 %) à la Goutte d'Or ; l'école maternelle Vauvenargues (58 %) dans les Grandes Carrières ; l'école maternelle du 4 square Lamarck (59 %) et l'école élémentaire du 20 rue Hermel (59 %).

Nadia Djabali

Certes, la météo très ensoleillée ce jour-là donnait plutôt envie d'aller se mettre au vert. Mais on ne s'attendait quand même pas à de tels taux d'abstention dans notre arrondissement pour le second tour des élections législatives 2017. Le record est détenu par le bureau de vote du 129 rue Belliard, dans le quartier de la Moskova : 75,5 %, en cumulant les abstentionnistes, les bulletins blancs et les bulletins nuls. Ce bureau fait partie de la 3e circonscription, à cheval entre le 17e et le 18e arrondissement. Stanislas Guérini, le député de La République en marche, y a raflé la mise avec 65,5 % des suffrages exprimés, au dépens de la candidate UDI Valérie Nahmias (34,3%). L'élu est arrivé en tête dans tous les bureaux de vote situés dans le 18e arrondissement. La députée sortante, Annick Lepetit, avait été éliminée dès le premier tour avec 12,6 % des suffrages exprimés.

Dans cette circonscription, 16,5 % des personnes qui se sont rendues aux urnes ont préféré y glisser un bulletin blanc ou nul. Le cumul de l'abstention, des blancs et des nuls dans la 3e circonscription

atteint 65,6 %. Un chiffre alarmant qui ne fait pourtant pas exception dans le 18e.

Des taux records de blancs et nuls

La 18e circonscription, celle de Montmartre-Clignancourt, atteint elle aussi des sommets avec un cumul abstentions, blancs et nuls qui s'élève à 64 %. La palme étant attribuée au bureau installé dans l'école maternelle du 72 rue Championnet avec 73 %. Ce bureau rivalise avec celui du collège Utrillo, qui cumule 72 %, et l'école maternelle Françoise Dorléac et ses 71 %. Quant aux bulletins blancs et nuls, ils représentent 16 % des personnes qui ont décidé de se rendre au bureau de vote, sans toutefois se prononcer pour Myriam El Khomri ou Pierre-Yves Bournazel.

Dans cette circonscription, Pierre-Yves Bournazel (LR avec Emmanuel Macron et Edouard Philippe) a totalisé 53,61 % des voix, devant Myriam El Khomri (PS avec Emmanuel Macron) qui revendique 46,39 % des suffrages exprimés. Le candidat LR est arrivé en tête dans 31 bureaux de vote sur 40.

Pas de quoi pavoiser non plus du côté de la 17e circonscription, celle de Chapelle-Goutte d'Or ! Même si, avec 6 % des votants, le taux des bulle-

Les trois nouveaux députés du 18e

Renouvellement total ! Les élections législatives de juin ont envoyé à l'Assemblée nationale trois nouveaux députés dans les trois circonscriptions dont fait partie notre arrondissement. Parmi les sortants, l'un ne se représentait pas (Christophe Caresche dans la 18e), les deux autres ont été éliminés dès le premier tour (Annick Lepetit dans la 3e et Daniel Vaillant dans la 17e). Des trois nouveaux, seul Pierre-Yves Bournazel, LR « constructif », chef de file de l'opposition au conseil municipal du 18e, bénéficie localement d'une certaine notoriété. Une notoriété dont les deux autres n'ont pas eu besoin pour l'emporter.

Stanislas Guerini, 3e circonscription, LREM

Guerini, sans accent sur le e, ça vient de mes origines : un grand-père italien qui émigre et s'installe dans le Gers, précise le long jeune homme au visage acéré et cependant souriant. Moi, je suis un "pur parisien" : né en 1982 à Paris, lycée Henri IV, HEC Paris et je réside près de la place des Ternes, à quelques encablures de ma circonscription. »

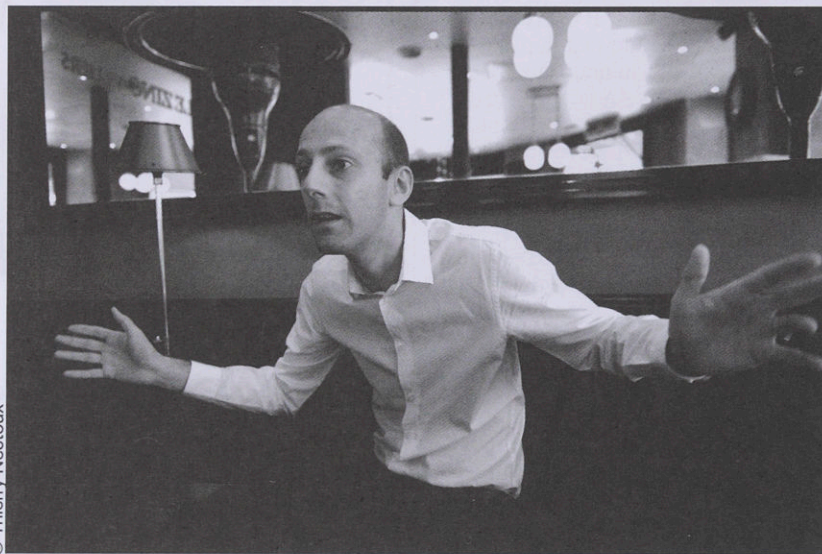
Celui qui s'est toujours intéressé au débat politique date son premier engagement de 2006, lors de son entrée dans un groupe de réflexion « À gauche en Europe ». Il tombe sur une note écrite par un certain DSK, « Pour l'égalité réelle », et reçoit un choc. « J'y retrouve – clairement théorisé – tout ce que je pense : les dés sont pipés au départ ; il faut combattre les inégalités là où elles se créent et notamment à l'école ». Il suit alors DSK dans la première primaire socialiste où ce dernier se fait littéralement raturer. « Mais il y a des leçons à tirer, j'observe que le mouvement "Desir d'avenir" de Ségolène Royal dépasse le champ des partis. On peut y trouver les germes d'En marche. ».

Stanislas Guerini, 24 ans alors, se lance dans la vie active et crée près de Grenoble une entreprise d'énergies renouvelables (installations solaires et granulés de bois). Puis il devient cadre dirigeant de la société Elis avec la mission de mettre le client (les 300 000 clients d'Elis) au cœur de l'entreprise. Un travail qui l'a passionné, dit-il, mais dont il vient de démissionner pour assumer à plein temps son nouveau mandat.

Macron sans hésiter

Le déclic de cette aventure ? « C'est Macron, sans hésiter, que je rencontre fin 2015 par l'intermédiaire d'un de ses conseillers, Ismaël Emelien, que je connaissais du temps de mon époque strauss-kahnienne. Je me sens en total accord avec celui qui est alors ministre de l'Économie : transformer, aller au delà des postures, des conservatismes de droite et de gauche ; remettre l'intérêt général au cœur de la politique. Je bosse avec lui six mois pour le lancement d'En marche. » Il en sera le délégué pour Paris. Aujourd'hui, le nouveau député est également porte-parole du groupe En marche à l'Assemblée et membre de la commission des finances.

L'élue de la Nation sait qu'il est élu par un territoire et s'enflamme sur les réalités de sa 3e circonscription : « Les opportunités incroyables de ce petit bout de France, dit-il, avec la ZAC



© Thierry Nectoux

Stanislas Guérini, 35 ans, a fait ses premières armes politiques dans l'équipe de Dominique Strauss-Kahn.

Clichy-Batignolles et dans le même temps des quartiers en difficulté, comme les portes Pouchet et Montmartre ; les huit écoles en REP et les 300 élèves en liste d'attente à Saint-Michel des Batignolles ».

Passionné, il parle des « emplois francs » (15 000 € de prime pendant trois ans aux employeurs qui embaucheront dans les quartiers en Politique de la ville), de l'augmentation des maisons de santé. Il insiste sur la nécessité que va connaître la nouvelle assem-

blée d'évaluer les lois au regard de leur efficacité sur le terrain. Il sait le travail qui l'attend, et d'abord poursuivre la connaissance des acteurs locaux, la prise en compte de leurs besoins. Frondeur ou député godillot ? Il s'agace : « Entre les deux il y a député, un parlementaire qui bosse en amont, qui "challenge" le gouvernement, lui démontre ce qui peut ou non fonctionner, puis porte la loi et enfin regarde si elle marche ».

Brigitte Bâtonnier

Pierre-Yves Bournazel, 18e circonscription, LR « avec Édouard Philippe »



© Sophie Roux

Pierre-Yves Bournazel, 39 ans, est également élu à la mairie du 18e.

Pierre-Yves Bournazel, presque 40 ans, est tombé jeune dans la marmite politique. Le nouveau député de la 18e circonscription de Paris, celle de Montmartre-Clichy-Batignolles, issu des rangs de l'UMP devenue depuis LR, est connu depuis longtemps dans le 18e arrondissement et affiche déjà un riche CV.

Né en 1977, il grandit en Auvergne, puis part à Toulouse étudier à Sciences-Po. Monté à Paris, il y fait ses premières armes en politique sous la houlette de Françoise de Panafieu dont il est le porte-parole lors de l'élection municipale de 2008. À cette occasion, il devient conseiller de Paris et s'installe dans le 18e à la tête du groupe UMP. En 2010, il est élu au conseil régional d'Île-de-France. En 2012, il est battu aux élections législatives dans la 18e circonscription.

En 2013, poursuivant son ascension, il gagne une notoriété nationale en se portant candidat à la primaire de la droite pour les municipales parisiennes : il brigue la tête de liste pour le scrutin de 2014 contre Nathalie Kosciusko-Morizet, laquelle l'emporte dès le premier tour.

Parallèlement candidat à ces municipales dans le 18e arrondissement, il recueille plus de 35% des voix, une forte progression grâce à une présence reconnue sur le terrain. Elle lui permet de nourrir tous les espoirs pour la suite et le propulse à la vice-présidence du groupe UMP de Paris.

Chez les « constructifs »

Aux législatives dans la 18e circonscription, son deuxième essai sera le bon. Le 18 juin dernier, candidat LR soutenu par le Premier ministre

Suite de l'article p. 8

Suite de l'article de la p.7

du président Macron, il bat Myriam El Khomri, autre jeune pousse du 18e arrondissement, ex ministre du Travail de François Hollande et soutenue par le nouveau président de la République. Leur combat est très suivi par les médias, cette circonscription étant la seule à afficher deux candidats se revendiquant de La République en Marche, sans pour autant avoir reçu une investiture officielle.

Dès son élection, PYB refuse de rallier le groupe des députés LR qui s'oppose au nouveau président. Il participe à la constitution du groupe Les Républicains constructifs avec d'autres députés pro-Macron, les élus de l'UDI et des indépendants.

Sans renier son attachement à droite, Pierre-Yves Bournazel a souvent adopté une approche transpartisane en se prononçant, au conseil de Paris, pour des mesures défendues par l'équipe Delanoë. Parmi ses choix politiques assumés, il aime à citer l'adoption de Vélib', la célébration du PACS en mairie, l'aménagement des voies sur berges ou encore le développement des transports en commun. Il est actif également en faveur du dialogue intercommunautaire et religieux.

Stéphane Bardinet

Danièle Obono, 17e circonscription, FI



© Thierry Nectoux

À 36 ans, Danièle Obono est devenue la seule députée de Paris du groupe La France Insoumise.

Féministe, antiraciste, bibliothécaire, Danièle Obono est la première et unique députée à emporter une circonscription parisienne sous la bannière de la France Insoumise (FI). Et pas n'importe laquelle, la 17e, celle détenue depuis 1988 par Daniel Vaillant. La jeune femme de 37 ans bientôt (elle est née le 12 juillet 1980

à Libreville au Gabon) acquiesce. Et ajoute, fière et modeste : « *Malgré la très forte abstention, je mesure l'honneur qui m'est fait de servir cette circonscription à cheval sur les 18e et 19e arrondissements et je veux remplir dignement mon mandat.* »

Son projet : appliquer le programme de l'Avenir en commun en partant des besoins locaux et des talents répertoriés

dans nos quartiers pour relancer l'activité économique ; défendre les droits des locataires, épauler le combat de leurs associations, comme en ce moment dans les secteurs Mac Orlan et Évangile ; restaurer le service public, se mobiliser par exemple contre la fermeture du bureau de poste de la rue de Crimée.

La jeune Gabonaise, qui acquiert la nationalité française en 2011, arrive en France en 1990, à Montpellier. « *Une période un peu difficile de ma vie, car je changeais de pays et j'entrais au collège en 6e. Petite dernière de la fratrie, je suivais la décision de ma famille qui, face aux mouvements sociaux au Gabon à cette époque, souhaitait nous faire suivre une bonne scolarité en France.* »

Au lycée déjà

Le premier acte fondateur de l'engagement politique de la future députée, c'est la protestation en 1998-1999 (à la suite des élections régionales) contre la présence d'un représentant du Front national au sein du conseil d'administration de son lycée d'alors. Puis l'étudiante en lettres et histoire s'engage aux côtés de José Bové (Montpellier n'est pas loin de Millau) dans « *la grande aventure altermondialiste* », comme elle dit. En 2002, elle rejoint la Ligue communiste révolutionnaire, puis s'engage en 2008 dans le Front de gauche que vient de créer Jean-Luc Mélenchon.

Quand La Poste ne fait plus son métier



Lancée dans une campagne de communication sur les « nouvelles » missions des facteurs, La Poste ignore les contraintes vitales de ses usagers. Une octogénaire du 18e a décidé de se battre.

Moi, j'ai besoin de ces colis ! », s'exclame Mme L. mi-scandalisée mi-dépitée. Cette

octogénaire vit rue Ramey, avec son mari de 85 ans. Alité en permanence, incontinent et sous oxygène, M. L. souffre d'une pathologie très lourde. Ce qui oblige sa femme à commander couches, alèses et gants en caoutchouc auprès de plusieurs entreprises de vente par correspondance (VPC).

Dans un premier temps, elle a constaté que, lors de la livraison de ses colis, le facteur laissait systématiquement un avis de passage dans sa boîte aux lettres, alors même qu'elle était présente. Du coup, elle a dû se déplacer à de nombreuses reprises à La Poste pour récupérer ses paquets. Or, « *compte tenu de l'état de mon mari, si je m'absente pour faire une course, ma belle-sœur doit me remplacer à la maison* », souligne-t-elle.

Loin de s'améliorer, la situation a pris une nouvelle tournure ces dernières semaines. Les colis n'arrivent tout simplement plus chez elle. Elle a vérifié auprès de ses fournisseurs qui assurent que toutes ses commandes lui ont bien été expédiées. Après une petite

enquête, il s'avère que certains colis ont été retournés à l'expéditeur, d'autres ont disparu. « *J'avais commandé des belles alèses mais elles ne sont jamais arrivées, proteste-t-elle. J'ai dû me propulser à la boutique médicale du bas de la rue Duhesme. C'est loin pour moi, j'ai deux prothèses de hanche, je ne peux pas courir comme ça partout.* »

Un immense bazar

Malgré son handicap, elle n'a pas hésité à se rendre au bureau de poste rue Duc pour faire part de son désarroi. Mais il semblerait que l'accueil ait été plutôt kafkaïen. La préposée lui a demandé les numéros de ses colis. « *Mais comme je n'ai jamais reçu les colis, je n'ai pas pu les lui donner !* »

Pour Mme L., La Poste s'est transformée en immense bazar qui vend toutes sortes de services mais qui ne distribue plus régulièrement le courrier et encore moins les colis. « *La Banque postale m'appelle en permanence et m'envoie des messages tous les jours à 8 h 30* », ajoute-t-elle, avant de remarquer que lors de sa réclamation, il n'y avait même pas une chaise dans le bureau de poste. « *Avant il y en avait une dizaine parce qu'on pouvait attendre longtemps. Maintenant il n'y a plus rien du tout. C'est une honte.* »

Une affaire qui interroge sur la multipli-

Installée à Paris, dans le quartier Flandre-Crimée, elle est suppléante de Ian Brossat, PC, aux législatives de 2012. Début 2016, dès l'annonce par M. Mélenchon de sa candidature aux présidentielles, elle devient l'une des porte-parole de FI. En janvier dernier, elle pose sa candidature pour les législatives.

Tout va vite depuis le 18 juin: elle a dû suspendre ses recherches de thèse sur le Nigéria et s'est mise en disponibilité de son travail à la médiathèque Marguerite Yourcenar. « *Un travail et des collègues que j'aime beaucoup, précise-t-elle; c'est à Vaugirard sur la même ligne 12 que l'Assemblée nationale, je passerai les revoir.* »

Son baptême du feu, elle vient de le subir lors de sa participation à l'émission les Grandes gueules sur RMC. On lui rappelait son soutien, en 2012, au rappeur Saïdou, mis à l'index pour avoir dit « *niqne la France et son passé colonialiste* ». À la demande du journaliste, Mme Obono répond, étonnée mais sereine, qu'elle peut bien déclarer « *Vive la France!* » mais que ce n'est ni le lieu, ni le moment, là. Le lendemain une certaine presse titre : « *Peut-on détester la France et en être député?* » Danièle Obono garde le sourire : « *Femme, noire et députée de la République, ça cristallise encore beaucoup de réactions* » conclut-elle, lucide.

Brigitte Bâtonnier

Des poissons dans des potagers d'appartement

Une start-up du 18e propose une solution inhabituelle pour faire pousser ses propres plantes aromatiques.

Faire pousser ses propres herbes aromatiques tout en respectant une agriculture sans pesticide. C'est sur ce principe qu'a été fondé Mon éco potager, le projet de Thomas Gilli et Antoine Genon, alors que ces derniers voulaient essayer de cultiver des plantes dans leur appartement. « *On a commencé par faire des petits tests chez nous en cherchant les techniques les plus naturelles* ». Et c'est comme ça qu'ils ont découvert l'aquaponie, une technique qui combine l'élevage de poissons et la culture hors-sol : les déjections des poissons vont servir de nutriment aux plantes qui, elles, vont filtrer l'eau pour les poissons.

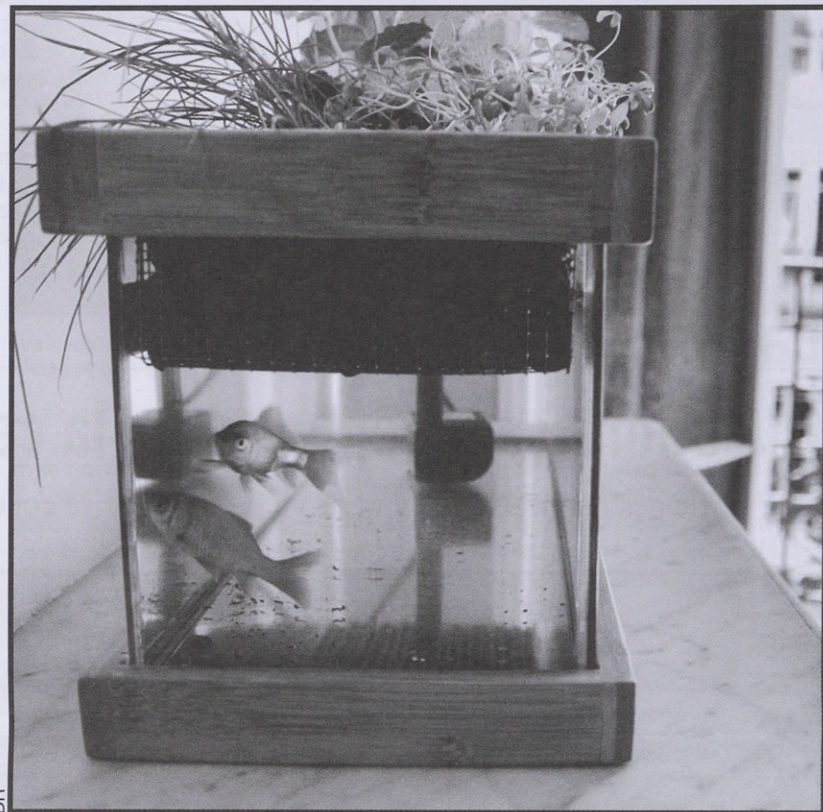
Un projet éducatif et social

La technique existait déjà chez certaines civilisations précolombiennes ou asiatiques il y a des siècles, mais elle est réapparue ces dernières années quand l'unité de la prospective scientifique du Parlement européen l'a classée parmi les « *dix technologies qui pourraient changer nos vies* ». Et elle connaît un certain succès dans le cadre de l'agriculture urbaine. La Recyclerie l'a notamment adoptée pour faire pousser une partie de ses ressources utilisées en cuisine (voir *Le 18e du mois* d'avril 2017).

« *On voulait quelque chose qui ne soit pas un gadget. Notre but, c'était d'avoir de l'herbe aromatique fraîche chez soi toute l'année en quantité correcte. Alors on a pris le mécanisme et on l'a rapetissé* ». Le résultat, c'est le Potarium (mot-valise entre potager et aquarium), un dispositif de la taille d'une balconnière. Dans l'eau remuée par la pompe à air, deux ou trois poissons rouges – c'est l'espèce la plus rentable sur un rapport nourriture/déjections selon leurs expérimentations – et, dans un grillage qui trempe dans l'eau, du terreau, des billes et des plantes.

Les plantes au nettoyage

Le public cible principal, c'est la famille : « *Les poissons rouges, ça plait aux enfants, mais pour nettoyer l'aquarium, ça retombe toujours sur les parents* ». Or, ici, pas de nettoyage puisque les plantes s'en chargent. « *Et si en plus les parents peuvent utiliser les plantes pour la cuisine, tout le monde est content.* »



Un mini potager au dessus de l'aquarium et l'on peut tout au long de l'année cultiver en appartement quelques herbes fraîches ou d'autres petites plantes.

C'est aussi un projet avec de fortes possibilités ludiques, comme l'ont compris Antoine et Thomas. Ils proposent donc aussi un pack éducatif pour les écoles maternelles, où leur Potarium divertit et éduque les enfants sur un grand nombre de sujets, de la pousse des plantes à la responsabilité des animaux. Lors d'événements pour promouvoir leur produit, ils se sont aussi découvert d'autres publics potentiels dans les maisons de retraite ou les hôpitaux psychiatriques, par exemple.

Une entreprise qui monte qui monte

Le projet d'Antoine et Thomas cherche les solutions les plus écologiques possibles. Ainsi, les graines fournies avec le Potarium proviennent d'une ferme d'Angers qui pratique l'agriculture biologique. « *80% de nos matériaux sont produits à moins de 120 km de Paris pour réduire au maximum l'empreinte carbone. On a en outre fait le choix d'un bois écologique, le bambou* », lequel se cultive avec très peu d'eau et sans engrais et a en plus la qualité d'être extrêmement imperméable.

Pour traiter le bambou et finalis-

er le produit, Mon éco potager a fait appel à l'École des Beaux-Arts du 6e arrondissement de Paris, qui fait travailler des adultes handicapés.

Pour l'instant, la société est en phase de lancement. Après une période de financement participatif sur la plateforme en ligne Kiss kiss bank bank pour trouver les fonds et convaincre les fournisseurs de l'intérêt du public, Thomas et Antoine montent leur affaire doucement mais sûrement. Ils commenceront la commercialisation effective de leur produit à la rentrée 2017. « *Le financement participatif nous permet aussi d'être le plus libres possible* » et d'éviter d'avoir à répondre à des investisseurs autre que les clients.

Même si leur projet n'en est qu'à ses débuts, ils projettent déjà de mettre en place un site internet permettant aux écoles où leur produit est installé de comparer leurs expériences respectives. Ils réfléchissent aussi à d'autres formats possibles pour leur produit, à se lancer dans des installations du même type mais à plus grande échelle, ou bien à faire du sur-mesure : « *Les possibilités sont énormes* ».

Niccolò Romero

□ www.monecopotager.fr

cation des tâches des facteurs. Dans certaines régions ils visitent les propriétaires de maisons individuelles qui pourraient être intéressés par des travaux de rénovation énergétique. D'autres font passer le permis de conduire, posent des décodeurs TNT ou relèvent les compteurs... et le courrier reste en souffrance.

Veiller sur mes parents

Le dernier dispositif en date, « *Veiller sur mes parents* », a été lancé récemment par le groupe La Poste à grand renfort de communication. « *Bien vieillir, aujourd'hui, c'est avant tout conserver son autonomie, son logement et les habitudes de sa vie quotidienne le plus longtemps possible* », lit-on sur le site internet de l'entreprise publique. « *Grâce à son entreprise « Veiller sur mes parents », le groupe La Poste facilite le maintien à domicile des personnes âgées, en leur apportant des services pratiques et rassurants pour eux comme pour leurs proches.* » Mme L. appréciera le message. En attendant elle a écrit au *Canard Enchaîné*, *Mediapart*, et *Marianne* « *parce que là, ça devient très très grave...* », conclut-elle.

Nadia Djabali

Illustration: Séverine Bourguignon

Le nouveau sentier de randonnée parisien passe par le 18e

Créé en prévision des Jeux olympiques, le GR 2024 fait le tour de la capitale entre jardins et bitume.

Le 15 juin, la Ville de Paris a inauguré, avec la Fédération française de randonnée pédestre, le GR 2024. Pour ceux qui n'ont jamais foulé les GR, en suivant les traits rouges et blancs pas à pas, GR, c'est grande randonnée, des parcours accompagnés de «topos», des livrets avec cartes détaillées et renseignements complets.

Le GR Paris 2024 se présente comme le premier parcours de randonnée exclusivement parisien. Il fait le tour de la capitale, «longeant la ceinture verte» selon ses initiateurs. On peut évidemment le prendre partout, puisque les «étapes» de 4 km sont conçues non entre deux refuges, mais entre des stations de métro. Il traverse 70 jardins et passe près des princi-

paux centres sportifs. «Cela permet de faire la promotion de la marche, l'activité physique la plus facile d'accès, mais ce sentier a aussi une dimension olympique», a déclaré l'adjoint aux sports Jean-François Martins lors de l'inauguration devant la fontaine aux Lions à La Villette. En effet, ce GR traverse plusieurs sites des jeux de 1900 et 1924 : la piscine Vallerey (20e), le vélodrome de la Cipale (12e), le Trinquet et les pelouses d'Auteuil (16e).

Coup de com'

Nous y voici : ce chemin de 50 km a été créé dans le cadre du plan d'accompagnement de la candidature aux Jeux olympiques et paralympiques. Alors, n'allez pas croire que vous pourrez faire le tour de

Paris sans poser un pied sur le bitume ni respirer de gaz d'échappement, ou rejoindre les sites olympiques à pied ! Nous sommes dans la communication, et s'il n'y a pas de site olympique prévu dans le 18e, l'impact sera visible en matière de transport, avec l'amélioration de l'offre en direction du nord.

Impact financier aussi : le budget total est de 6,65 milliards d'euros, dont 1,5 milliard sera versé par le Comité international olympique (qui perçoit les droits télé), à peu près autant par les investisseurs privés en charge du village olympique, tandis que les recettes de billetterie et de sponsoring rapporteront environ 2 milliards. Reste donc à la charge du contribuable environ 1,6 milliard d'euros, à la date d'aujourd'hui... **Danielle Fournier**

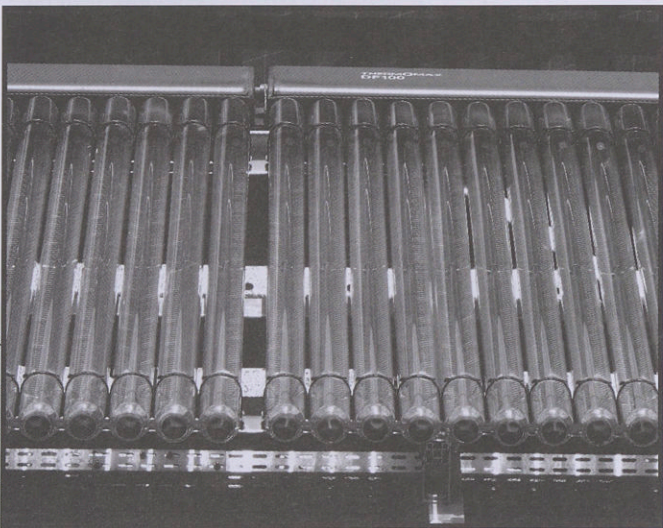
La Chapelle

Questions sans réponse sur la centrale solaire de la Halle Pajol !

Une partie des panneaux est hors service. L'entreprise concernée ne communique pas les niveaux de production.



© Jean-Claude N'Diaye



© Jean-Claude N'Diaye

Les versants sud du toit de la halle Pajol (ci-dessus) devaient être une immense centrale solaire urbaine. Mais une partie des capteurs solaires thermiques (ci-contre) est hors service depuis un an !

En janvier dernier, alors que le panneau d'affichage de la production et de la consommation électriques de la halle Pajol était muet depuis plusieurs mois, les élus écologistes ont posé une question orale lors du conseil d'arrondissement. Outre «un bilan général de la performance énergétique du site», figurait entre autres cette question : «À quel horizon le compteur des kilowatts/heure sera-t-il de nouveau opérationnel ?». Réponse : «L'entreprise en charge de la maintenance, déjà contactée en octobre 2016, a été relancée pour la mise en service».

Alors que l'été est là, le tableau d'affichage lumineux des productions solaires ne marche toujours pas et on est sans nouvelle du bilan, demandé aussi par l'association ASA-PNE (Association pour le suivi de l'aménagement Paris-nord est), qui suit de près ce dossier depuis longtemps.

Surchauffe ?

Depuis l'été dernier, révèle l'ASA-PNE, «une partie des panneaux thermiques a rendu l'âme pour cause de surchauffe». La raison : la consommation serait moindre que la production. D'ailleurs, les panneaux avaient été bâchés parce que le glycol chauffe au soleil. «Et, dans l'attente d'une solution, le bâtiment a dû être raccordé au réseau de la Compagnie parisienne de chauffage urbain.» Évidemment, le directeur de l'auberge de jeunesse, logée dans la halle, «a hâte que ça marche à nouveau». L'étude en cours doit déterminer s'il faut remettre en état tous les panneaux ou seulement une partie.

Inaugurée officiellement par le maire de Paris le 15 avril 2013, la centrale comprend 200 m² de panneaux solaires thermiques pour chauffer l'eau des sanitaires et 1 988 panneaux solaires photovoltaïques⁽¹⁾ d'une puissance cumulée de 410 000 kWh/an. Ils couvrent le toit de la halle Pajol, qualifiée de «plus grande centrale solaire photovoltaïque urbaine en France»... ou en Île-de-France. Bref, une vitrine, un modèle, un exemple de développement durable ! Ce bâtiment à énergie positive grâce à sa centrale solaire photovoltaïque produit 496 MWh d'électricité (revendue à ERDF) chaque année, soit légèrement plus que la consommation électrique des équipements de la halle. En attendant, les questions sont sans réponse...

Danielle Fournier

1. Pour les néophytes, les panneaux solaires thermiques, ou capteurs solaires, piègent la chaleur du rayonnement solaire et la transfèrent à un fluide caloporteur alors que les panneaux solaires photovoltaïques convertissent le rayonnement solaire en électricité.

La Chapelle

Des meubles à petits prix pour les précaires grâce à Emmaüs

Équiper son premier logement grâce à la Banque solidaire de l'équipement : une belle initiative d'Emmaüs Défi au service des personnes en précarité.



© Jean-Claude N'Diaye

Orientés par les services sociaux, les bénéficiaires de ce nouveau service, créé par Emmaüs Défi, remplissent leur chariot pour équiper leur logement.

Chaque année, des ménages en situation d'hébergement d'urgence accèdent à un logement pérenne à Paris et c'est tant mieux ! Mais ces personnes en grande précarité ont beaucoup de mal à meubler leur logement et peuvent vivre plusieurs mois privés de l'équipement le plus basique (vaisselle, linge de maison, table, chaise, électroménager, etc.). Par

ailleurs, plusieurs entreprises ont des stocks d'invendus.

Faire le lien entre deux besoins, la gestion de produits neufs invendus et les ressources limitées des personnes en situation de précarité : c'est le pari que s'était lancé Emmaüs Défi en 2012. Pari réussi par le lancement de la Banque solidaire de l'équipement, avec le soutien du groupe Carrefour et de la Ville de Paris, dans le but d'enrayer cette précarité et de contribuer à l'appropriation de leur nouveau logement par les personnes concernées. Ce service permet à des ménages accédant à leur premier



© Jean-Claude N'Diaye

Vaisselle, linge de maison, meubles, appareils d'électroménager : on trouve de tout à la Banque solidaire de l'équipement.

logement d'acheter, pour des prix très modiques, du matériel neuf de première nécessité.

Comment ça marche ? Tous les bénéficiaires de la Banque solidaire de l'équipement sont orientés par les services sociaux de la Ville de Paris et par les associations qui accompagnent les ménages en difficulté. Ils sont reçus sur rendez-vous dans un appartement témoin, pour y faire leur choix parmi les biens essentiels de qualité proposés. Ils peuvent venir jusqu'à trois fois, sur une période de trois mois, afin de pouvoir étaler leurs dépenses et être conseillés.

700 familles en 2016

Depuis sa création, plus de 1 700 familles ont bénéficié de la Banque solidaire de l'équipement, dont 700 rien qu'en 2016. Tous les acteurs de ce service y trouvent leur compte : familles, travailleurs sociaux, salariés d'Emmaüs en parcours d'insertion qui aident à préparer et livrer le matériel, et enfin les entreprises.

Comme le souligne un travailleur social, « l'avantage de la BSE, c'est d'être une réponse immédiate aux besoins, par rapport au Fonds solidarité logement ou au prêt CAF. Les personnes paient, la semaine d'après elles ont les objets. Cela permet d'atténuer la phase camping. Ils obtiennent linge de maison, équipement de base, de cuisine, même avec seulement 30 €. » Georgette, bénéficiaire de la banque, témoigne aussi de l'intérêt majeur du service rendu : « Sans cette opportunité, je sais que je n'aurais pas pu équiper mon appartement sans m'endetter. »

L'action de la Banque solidaire de l'équipement est rendue possible grâce à des partenariats avec de grandes entreprises qui permettent à Emmaüs Défi de récupérer leurs invendus. Cher lecteur, si vous connaissez une entreprise susceptible de devenir partenaire de la BSE, n'hésitez pas à lui parler de cette belle initiative !

Maryse Le Bras

□ contact@emmaus-defi.org

Le dojo La Chapelle, toujours ouvert, expulsable à tout moment

Depuis 2016, le dojo doit laisser la place à un immeuble d'habitation, mais aucune solution de relogement n'a été trouvée.

Malgré les annonces de fermeture de l'été 2016, le dojo La Chapelle a continué ses activités en 2016-2017 et se prépare pour la prochaine rentrée. Pourtant le club reste expulsable et sans solution de relogement, mais le dossier est au point mort.

« Face à mes difficultés financières, je me suis résolu à rouvrir en septembre de l'année dernière, à l'inverse de ce que nous avions annoncé », relate Pierre Le Caër, fondateur, directeur et professeur charismatique du dojo La Chapelle ; « Nous nous pré-

parons pour la rentrée de septembre. »

Mais que se passe-t-il donc au fond du 21 rue de La Chapelle ? Rappelons que le club, fondé il y a 28 ans et sis dans un magnifique bâtiment industriel Napoléon III le long des voies ferrées de la gare du Nord, qui est promis à démolition pour laisser place à une résidence d'habitation pour chercheurs et étudiants. Le projet, approuvé et soutenu par la mairie de Paris, est confié à la RIVP, la régie de la Ville et au promoteur Efidis. Depuis 2014, le bail n'est plus renouvelé et, insatisfait du montant des indemnités d'expulsion, Pierre Le

Caër attaque en justice son bailleur, et perd. Le club est officiellement sans domicile.

Sur l'actuel document commercial Efidis, le projet comporte bien un dojo, mais sans plus de détails. Alertée par des habitants du quartier et membres du club depuis le début de l'affaire, également relayée par *Le 18e du mois*, la mairie du 18e a soutenu une solution de relogement, mais sans trouver de lieu viable pour assurer l'interim. « La solution du 38 (NDLR : une ancienne ferme du XVIIIe siècle sur cour, avec de gros travaux de rénovation et mise aux

normes), un temps envisagée, n'est plus d'actualité ; depuis que j'ai annoncé que je reprenais les cours, bailleurs et mairie ont déclaré que les discussions étaient rompues », explique Pierre Le Caër. Et depuis septembre 2016, rien.

Pourtant, un appel d'offres pour la construction du programme, clos en avril 2016, a bien été émis par Efidis. Le dojo reste expulsable à tout moment. Mais Pierre Le Caër, un rien breton têtue, n'en a cure. Les cours reprendront à la rentrée, pour la vingt-neuvième année.

Stéphane Bardinet

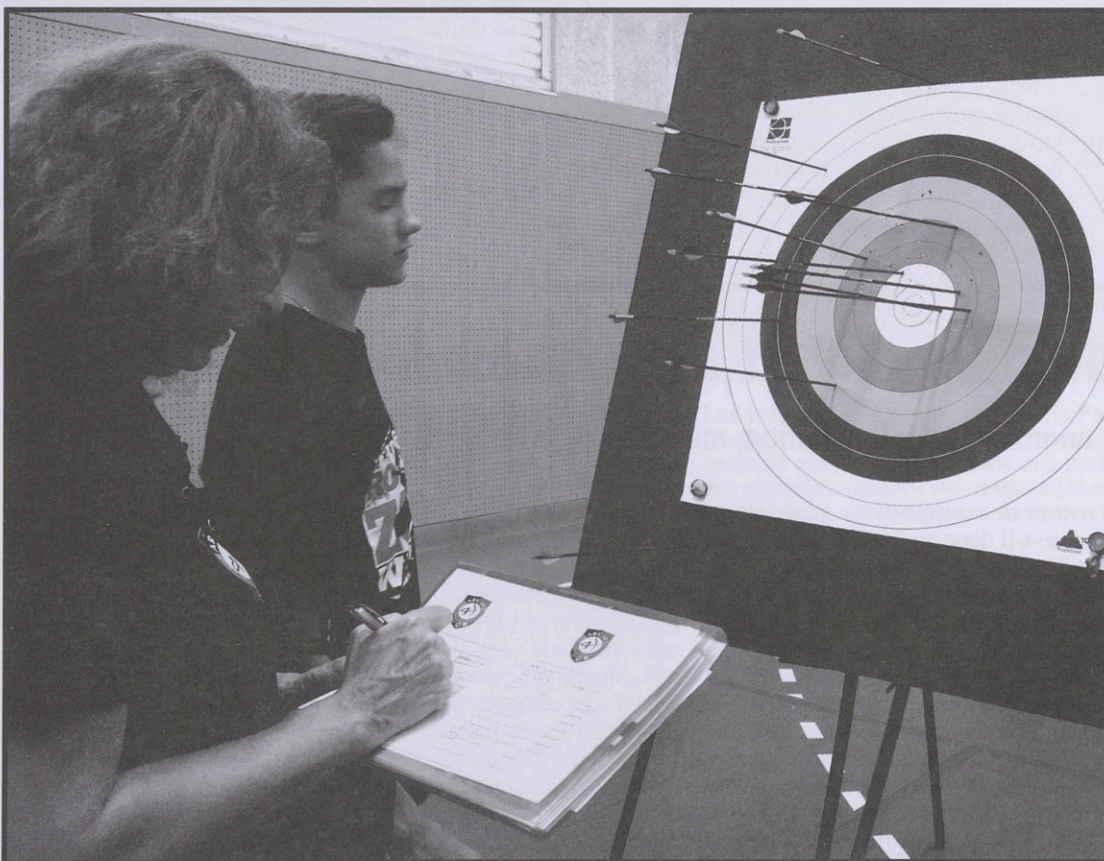
Un sport séculaire chez les Archers de La Chapelle

Les membres de ce club de tir à l'arc s'entraînent trois fois par semaine au gymnase Tristan Tzara dans une ambiance conviviale.



Reportage Jean-Claude N'Diaye

Au gymnase Tristan Tzara, photo de famille pour 21 des 28 archers de La Chapelle.



Blanc à l'extérieur, puis noir, bleu, rouge, et jaune au centre, au tir à l'arc, plus la flèche atterrit près du cœur de la cible, plus cela rapporte de points.

Dans une atmosphère calme et studieuse, Mathieu se prépare à décocher sa première flèche. Le corps bien droit, les jambes légèrement écartées, bien ancrées au sol, il tend son arc, le poing sous la mâchoire, la corde frôlant la pointe de son nez, il regarde au loin, à travers le viseur. Bernard, le formateur du club des Archers de La Chapelle, corrige la posture : « Monte un peu la tête. Fier. Comme ça, un peu plus haut. Tends bien, dans l'axe. » La flèche part. Droite. Et va se planter non loin du centre du bloc, sur la droite. « Règle un peu ton viseur. Tu corriges dans le sens de l'erreur, comme ça. » Et Bernard explique, exécute le geste.

Quelques instants plus tard on entend « flèche », lancé par un archer un peu plus loin. C'est le moment où tous les archers ayant tiré leurs six flèches, peuvent aller, en toute sécurité, les retirer des cibles. Avant de se remettre en ligne et recommencer.

Nous sommes au gymnase Tristan Tzara. Dans la longue salle rectangulaire, les membres du club ont installé une série de gros blocs cubiques sur lesquels sont fixées, pour les plus avancés, les cibles de cercles concentriques blanc, noir, bleu, rouge et jaune. Les débutants commencent par tirer dans ces blocs d'un mètre de large environ... en espérant que leur flèche atteindra plus ou moins le centre, et n'ira pas cogner plus loin.

Créé en 1999 par Bernard Pons et Jean Michel Labre, deux passionnés, le club des Archers de La Chapelle fût d'abord une section de l'Association familiale du rond-point de La Chapelle (AFRPC). Il compte alors une quinzaine d'adhérents. En 2013 il devient une association à part entière, présidée par Marie-Agnès Garnier, pratiquante de la première heure, qui a repris le flambeau après la dissolution de l'AFRPC. Le club compte aujourd'hui 28 adhérents (21 hommes et 7 femmes).

De 10 à 70 mètres

Les premiers mois, les archers débutants s'initient au tir à 5 et 10 m. Puis ils progressent par paliers de 10 m, les tirs allant jusqu'à 70 m en compétition, après plusieurs années de pratique. Chaque palier est validé par l'obtention d'une flèche de progression dont la couleur marque la distance réalisée : blanche, noire, bleue, rouge, jaune.

Si les plus assidus obtiennent leur flèche jaune (tir à 30 m), les dilettantes, quant à eux, valident leur flèche blanche ou noire, cela n'a guère d'importance car ici chacun progresse à son rythme selon ses objectifs, son temps et sa motivation.

Car le club des Archers de La Chapelle, affilié à la Fédération française de tir à l'arc, propose une approche aussi ludique que sportive du tir à l'arc. L'ambiance est conviviale et bon enfant, typique de ce sport riche en traditions et créateur de lien social. On y vient seul, en famille ou en couple. Les archers du club ont entre 12 et 68 ans, l'âge moyen étant de 40 ans.

Pour une inscription annuelle de 190 €, les membres du club peuvent pratiquer trois fois par semaine, le mercredi, jeudi et dimanche. Le mercredi est la séance phare du club, le créneau d'entraînement où débutants et initiés se mélangent. Les créneaux du jeudi et du dimanche sont réservés aux archers autonomes ayant déjà quelques mois de pratique.

Accompagné par Bernard, membre fondateur et formateur du club, l'archer débutant choisit d'abord son arc, prêté par le club, en fonction de

La Chapelle



Matériel requis: six flèches, un carquois, un protège-bras et une palette pour protéger la main.



De 5 à 10 m pour les débutants, les distances peuvent atteindre 70 m pour les archers confirmés.

sa taille, de son allonge, de la longueur de ses bras. Il existe différentes sortes d'arc, selon le type de tir pratiqué : l'arc classique, l'arc droit, l'arc chasse, le bare-bow, l'arc à poulie...

Le club prête aux débutants un arc classique démontable avec un viseur, adapté à un tir sur les cibles anglaises utilisées. L'équipement de base est également prêté : six flèches, elles aussi en fonction de la taille de l'archer (la flèche, depuis l'aisselle, doit dépasser le bout des doigts), un carquois qu'on accroche à sa ceinture pour les ranger, une palette pour protéger la main qui tend la corde et aide à la précision, un protège-bras pour couvrir l'avant-bras qui tient l'arc et pourrait être blessé par le frottement de la flèche lors d'un tir. Au bout d'un an, les archers qui le peuvent achètent leur propre matériel (hormis l'arc, on trouve des kits de base à partir de 50 €). On apprend ensuite à monter son arc, les règles de sécurité élémentaires et le tir commence.

Concentration et maîtrise de soi

« Ça vide la tête ! Quand on tire, on oublie tout le reste », affirme Nathalie, qui a découvert ce sport il y a un an. Chacun a ses raisons de venir

pratiquer ; le tir à l'arc est un sport très accessible qui s'adapte à tous les âges et toutes les morphologies. Inutile d'être un athlète pour être un bon archer. Et son effet relaxant est souvent invoqué. En canalisant l'énergie et en captant l'attention de l'archer, il lui permet d'évacuer son stress et d'oublier ses problèmes. « À une époque, j'avais des problèmes au boulot, mon patron était tyrannique, le tir à l'arc a été un exutoire » ajoute Solange, 50 ans. « Ce qui m'a plu au début, c'est qu'il n'y

Bouquet et saucisson

Le bouquet provincial est une tradition vieille de plusieurs siècles chez les compagnies de tir à l'arc. Une fois par an, les compagnies d'une même province se retrouvent pour s'exercer et s'amuser. Les archers défilent pour une grande parade dans la ville qui accueille l'événement puis s'affrontent sur le champ de tir, notamment pour un « tir aux assiettes ». Le meilleur tireur remporte le bouquet et l'année suivante, sa compagnie organise le bouquet provincial chez elle.

Le tir au saucisson est une vieille pratique datant

de pas besoin d'être sportif pour faire du tir à l'arc, n'importe qui peut en faire », estime Marie-Pierre, 60 ans, ce qui ne l'a pas empêchée d'être championne de Paris à quelques reprises. « C'est un sport à la fois noble et très accessible, c'est très convivial », ajoute Alain.

En effet, la convivialité et les moments de partage rendent aussi la pratique agréable. Au club, les passages de flèche sont le plus souvent l'occasion d'un petit buffet improvisé où le « lauréat » apporte une spécialité de son choix. Sortis de la pratique en salle, les membres peuvent aussi se retrouver lors des nombreuses compétitions ou rencontres régionales. Il en existe toutes sortes, pour tous les niveaux, débutants ou confirmés.

Cette année, des archers ont pu se rendre à des concours de débutants à Rambouillet, Asnières, Bagneux... Les archers confirmés peuvent quant à eux concourir aux nombreux tirs et trophées organisés par la Fédération ou par les compagnies d'arc, comme les Tirs ludiques : tir à la poire, tir au fromage, tir de la gastronomie... Les concours sont organisés sur des distances de 18 m à 50 m.

Plusieurs archers du club se sont illustrés en championnat, comme Claire, dix ans de pratique, qui a été à plusieurs reprises championne de Paris au tir Beursault (une forme ancienne de tir à l'arc, répertoriée à l'inventaire du patrimoine culturel immatériel en France).

Des coutumes séculaires

Quand on parle de club de tir à l'arc, on ne peut omettre de parler de la tradition. Discipline trouvant son origine au XVI^e siècle, le tir à l'arc est un sport très codifié avec ses règles, ses valeurs, ses moments forts (bouquet provincial – voir encadré ci-dessous –, tir du roy, nomination des archers...). Ce sont les compagnies d'arc qui transmettent les us et coutumes de la discipline.

Sans être compagnie d'arc, le club des Archers de La Chapelle perpétue également les traditions en étant présent lors de certains événements : cérémonies de création de jeu d'arc, sortie du drapeau, cérémonie de réception des connétables, de deuil, défilé du bouquet... Il possède aussi son blason. Quelques-uns de ses membres sont des participants réguliers et assidus des différents tirs organisés tous les week-ends, sur toute l'Île-de-France.

La fin de l'année scolaire marque la fin des entraînements au gymnase Tristan Tzara. Les archers pourront se retrouver l'été, comme chaque année, au stade Léo Lagrange dans le 12^e arrondissement, pour pratiquer en plein air, sur des distances de 20 m à 70 m. La pratique y est possible toute l'année pour les archers confirmés. Le club des Archers de La Chapelle vient également de présenter un projet d'installation sur la petite ceinture, dans le 18^e, afin de rester dans l'arrondissement. Il sera présent au forum des associations le 9 septembre 2017.

Nathalie Kuras

□ Contact : 11 rue Tristan Tzara, le mercredi de 19 h 30 à 22 h, le jeudi de 18 h à 20 h et le dimanche de 9 h à 11 h. archerschapelle@gmail.com

du XIV^e siècle. On suspendait un petit saucisson à une poutre et l'archer qui le touchait devait le manger avant d'en toucher un autre. Chez les Lyonnais par exemple, on appelait cela tirer le « jesus ».

D'une manière générale, cette pratique consiste à accrocher avec une ficelle un saucisson à une cible cassante que l'archer doit toucher pour faire tomber le saucisson. Il y a des variantes. On utilise aujourd'hui communément des rouleaux en mousse et les archers remportent des quantités de saucissons en fonction de leurs scores. Il y a le plus souvent un « pot de l'amitié » à la fin de ce genre de tournoi qui est l'occasion de ripailler.

N. K.

La Chapelle

Une crèche innovante, pour les enfants... et les parents

À petits pas est une crèche associative proposant, en plus de la garde d'enfants, un accompagnement professionnel avec une chargée d'insertion.



© Tessa Chéry (www.tessachery.com)

Pendant que ses parents peuvent se consacrer à leur recherche d'emploi, ce bambin insouciant apprend à marcher en toute sécurité.

C'est une crèche particulière qui s'est installée il y a maintenant près de deux ans, en septembre 2015, tout près de Marx Dormoy. « Plus de la moitié des 58 places sont accordées à des familles en difficultés dont au moins l'un des parents est en recherche d'emploi ou de formation, nous explique Vanessa Mathé, directrice de À petits pas. Comme dans les autres crèches, c'est la commission d'attribution de la mairie du 18e qui donne son avis sur l'admission de tel ou tel enfant et le maire qui la prononce. Mais il existe une commission spécifique pour les familles en insertion. »

Unique à Paris

Une fois la place attribuée, les familles sont reçues par la directrice : elle leur présente le fonctionnement de la crèche, les écoute sur leurs attentes et leurs désirs, répond à leurs interrogations. À l'issue de l'entretien, elle propose une semaine d'adaptation pour l'enfant. Ensuite les familles signent un contrat d'engagement pour trois mois, renouvelable une fois. Ceci permet de voir à la fois si l'enfant s'adapte bien à la crèche et si le parent est dans une réelle dynamique d'insertion professionnelle : la place est pérennisée au vu de cette motivation.

En Ile-de-France, 11 crèches fonc-

tionnent sur ce modèle, mais c'est la seule à Paris. Elles sont toutes gérées par l'Institut d'éducation et des pratiques citoyennes (IEPC), une association créée en 2000 par Mara Maudet, par ailleurs fondatrice des crèches BabyLou. Elle a reçu en janvier le Prix de l'entrepreneur social de l'année 2017, qui récompense la réussite de ce modèle économique original. Le gouvernement précédent envisageait d'ailleurs de le développer dans toute la France, comme solution possible pour « concilier recher-

che d'emploi et accueil des enfants en crèche ».

Débloquer formations ou contrats

Nadia Korchi, chargée d'insertion professionnelle, tient une place particulière. Sur les 29 personnes suivies en 2016-2017, il y avait deux hommes et un grand nombre de femmes isolées. Les résultats sont probants : « Cette année, nous dit-elle, on arrive à 90 % de retour à l'emploi ou d'entrée en formation. En moyenne, cela prend trois à quatre mois. En ce début de mai, je n'accompagne plus que trois ou quatre personnes. Oui, même si nous accueillons des personnes souvent fragilisées, avec plus de disponibilités pour leur recherche, tout va plus vite ! »

Ces sorties vers l'emploi ou la formation se font majoritairement vers des métiers en tension : aide à domicile, service aux personnes, agent d'entretien ou de sécurité... L'IEPC est agréé comme chantier d'insertion et forme aussi aux métiers des services à la personne : selon France Active, l'un des financeurs principaux, 86 personnes ont ainsi été formées en 2015. À petits pas accueille ainsi en formation une femme dont l'enfant est à la crèche Scoubidou, à Aubervilliers.

« Pour les personnes qui savent ce qu'elles veulent faire, poursuit Madame Korchi, on se rend compte que la place en crèche va parfois débloquer une entrée en formation ou permettre la conclusion d'un contrat de travail. Pour celles qui ne savent pas, ça prend un peu plus de temps : il faut identifier les compétences, dialoguer parfois avec les autres référents – sociaux ou professionnels (Pôle emploi, missions locales...) – et orienter. »

Des personnes aux profils atypiques sont également suivies : des diplômés de l'enseignement supérieur qui veulent changer de métier, « comme ce papa qui prépare un Capès », ou rechercher un emploi plus « traditionnel » qu'intermittent ou philosophe, par exemple.

Cohésion

La relation d'équipe entre éducatrices de jeunes enfants, animatrices, auxiliaires de puériculture, chargée d'insertion et direction est particulièrement importante. Et puis, « associer parentalité et emploi conduit à une plus grande proximité avec la famille. On la voit évoluer. On peut comprendre pourquoi la relation est plus ou moins difficile avec l'enfant. Quand l'enfant va bien, c'est un bon indicateur que le parent va bien aussi ! » L'innovation sociale est là, au cœur de la relation, au sein de l'équipe et avec les familles.

Sophie Roux

Goutte d'Or-Château-Rouge



© Stéphane Bardinnet

Petit apéro tranquille sur la terrasse de la Fine épicerie, à l'angle des rues Stephenson et Doudeauville.

Une nouvelle petite terrasse au soleil de la Goutte d'Or

Avec les beaux jours, la Fine épicerie de la Goutte d'Or prend ses aises. Depuis le début du mois de juin, la boutique de Nawfel dispose d'une terrasse orientée ouest et protégée d'un auvent. Ces quatre jolies petites tables d'écolier d'antan sont idéalement placées pour profiter de la sélection du fromager et des assiettes de charcuteries d'Espagne et autres vins. Au rayon épicerie fine, Nawfel, outre son gouda à la truffe, produit qui rencontre un grand succès, élargit son offre et propose maintenant des softs et jus bio, des thés aromatisés ainsi que des sauces fabriquées en Slovénie. À essayer.

Stéphane Bardinnet

□ 60 rue Stephenson, lafineepicerie.com

Château-Rouge Montmartre

Les riverains exaspérés de la rue Myrha

L'exaspération est montée mois après mois, culminant avec les beaux jours, quand la chaleur impose d'ouvrir les fenêtres la nuit pour rafraîchir un peu son logis et... que le vacarme extérieur empêche absolument de dormir. Rue Myrha, les bruyants attroupements nocturnes devant la supérette Myrha Tropical, ouverte toute la nuit pour vendre force bières et autres boissons aux fêtards noctambules, ont eu raison de la patience des riverains.

Après avoir vainement tenté de régler à l'amiable le problème en discutant avec les commerçants et les consommateurs, après plusieurs lettres de doléances et mains-courantes déposées au commissariat central du 18^e arrondissement, également en vain, des riverains de cette portion de la rue, entre le boulevard Barbès et la rue des Poissonniers, ont constitué le collectif Tranquillité Myrha dans l'espoir d'être mieux entendus en se regroupant.

Toutes les nuits

Dans une lettre collective aux autorités préfectorale et municipale, ils dénoncent ces consommations d'alcool sur la voie publique, assorties de « conversations bruyantes, ponctuées d'interpellations et d'éclats de voix » et même de diffusion de « musique à un niveau sonore très élevé, jusqu'à des heures très avancées de la nuit (3 h du matin et plus) ». Ils ajoutent que « ces attroupements sont devenus également le siège de trafics de stupéfiants » et que, « par ailleurs, les pas de porte servent d'urinoirs et les pieds des arbres de poubelles. »

Ils soulignent que « cette situation génère un climat de tension et d'insécurité dans le secteur, les consommateurs n'acceptant pas la moindre remarque et réagissant violemment aux demandes d'apaisement formulées par les riverains ». Les signataires réclament donc « que soient mises en place par les autorités compétentes (préfecture de police, mairie de Paris), les mesures adéquates pour rétablir la tranquillité et la salubrité publique dans ce secteur ». La pétition circule d'immeuble en immeuble, recueillant force signatures. À suivre...

Marie-Odile Fargier

Les coureurs de la Butte

Depuis deux ans, une dizaine d'athlètes se retrouvent une fois par semaine sur les pentes de Montmartre au sein de l'association Barbès Runners.



© Tessa Chéry (www.tessachery.com)

Hop hop hop, on ne s'arrête pas. On enchaîne ! Il vous reste quatre côtes avant la chaise. »

Chez les Barbès Runners (les coureurs de Barbès en bon français), pas le temps de discuter ou de profiter du paysage. Adrien, l'entraîneur, veille au grain. Ses athlètes, qui s'entraînent rue Paul Albert à quelques pas du Sacré-Cœur, sont en pleine préparation pour la Maxi race d'Annecy, un « modeste » trail de 83 km et 5 200 mètres de dénivelé. « Notre parcours de prédilection, c'est celui des Foulées du Tertre » affirme-t-il, une compétition organisée tous les ans au mois de mars autour de la Butte Montmartre.

Justement, en quoi consiste exactement ce rôle d'exercice baptisé « la chaise » ? « Le principe, c'est de s'appuyer contre un mur, les cuisses parallèles au sol. Cela sollicite beaucoup les quadriceps et permet de simuler la fatigue musculaire qu'on rencontre en montagne », explique Adrien.

Parité

La toute jeune association, qui ne compte que 13 coureurs, s'est affiliée l'an dernier à la Fédération française d'athlétisme. « On aime s'entraîner dur et on recherche la performance, affiche sans ambages Sébastien, le président. Pour cela, il vaut mieux avoir un groupe homogène. On essaye de préparer les mêmes courses – sur route ou en nature – tout au long de l'année. »

Les filles bouclent toutes le 10 km

en moins de 45 minutes tandis que les hommes mettent moins de 38 minutes. On est loin des chronos des amateurs du footing du dimanche ! Il faut dire que les adhérents s'entraînent au minimum trois fois par semaine – en incluant une séance sur piste au stade Max Rousié, situé porte de Saint-Ouen. Certains allant jusqu'à courir... deux fois par jour !

« Notre objectif n'est pas de nous développer tous azimuts. On veut grossir, mais intelligemment tout en gardant notre esprit d'origine, résume Sébastien. Nous sommes d'abord une bande d'amis passionnés par la course à pied. Pendant la séance, on

Les coureurs des Barbès Runners aiment s'entraîner dur sur les grimpettes de la Butte. Ils se préparent à un trail de 83 km, la Maxi race d'Annecy.

souffre ensemble et ensuite on se retrouve pour boire un verre dans le quartier, auquel on est tous très attachés. »

La promotion du sport féminin fait aussi partie des valeurs que revendiquent les Barbès Runners, qui sont quasiment paritaires. « Les rues ont tendance à être monopolisées par les hommes. Les filles ne sont pas forcément à l'aise quand elles courent en short dans l'espace public. Le groupe peut être un moyen de les rassurer et de les inciter à faire du sport », estime Laura, secrétaire de l'association et enseignante au collège Gérard Philipe, rue des Amiraux.

Un défi quand on sait que les femmes représentent en moyenne moins d'un coureur de 10 km ou de semi-marathon sur trois. Une proportion encore plus faible dans les marathons et les trails.

Florianne Finet

Le Slip français au féminin !

Installée aux Abbesses depuis janvier 2015 et jusqu'alors dédiée aux hommes, la boutique Le Slip français, fabrication 100 % française, lance sa gamme de dessous et maillots de bain au féminin. Né de la demande de la clientèle, le projet a demandé un an et demi de gestation (création, production). L'accent est mis sur la qualité – de la matière à la coupe, de la couture à la broderie, du véritable petit bouton couture à la bande élastique ou la bretelle tricolore – accentué par l'exigence de confort.

Du 34 au 42 (jusqu'au 44 dès l'hiver prochain) la femme est ici choyée, poitrine et partie charnue de son individu galbées par des dessous sans froufrou élégants. Les slips sont maintenus par une dynamique bande élastique souple de cinq ou deux centimètres aux couleurs maison, bleu blanc rouge.

Couleurs que l'on retrouve aussi soulignant le jeu des bretelles du soutien-gorge coton sans armature, ou au dos du maillot de bain une pièce, coton à petites côtes. Remarquablement coupée, la version élasthanne de ce dernier ose un joli décolleté plongeant, souligné par un trio de petits boutons coutures tricolores. Ces boutons ferment aussi le bas du maillot de bain deux pièces, accentuant son allure rétro. Short de nuit « Emma homards rouges », bikini sexy, combishort en éponge, t-shirt coton, espadrilles du sud-ouest, charentaises (devinez d'où ?) sont également proposés en boutique, où on peut lire sur des pochons en toile de jute : « Vous voulez changer la mode ? Commencez par changer de slip » !

Jacqueline Gamblin

□ 46, rue des Abbesses, 01 42 59 99 42.

Clignancourt

Le premier frigo solidaire de Paris s'installe rue Ramey

À la Cantine du 18, un drôle de frigo a fait irruption début juin : entre 11 h et 23 h, on y dépose librement des aliments et on peut aussi s'y servir.

L'idée de ce frigo solidaire naît dans la tête de Dounia, la fille de la patronne de la Cantine du 18, un restaurant familial. « En janvier, je tombe par hasard, sur Facebook, sur un article [...]. Il s'agit de mettre un frigo à disposition, dans la rue, où n'importe qui peut donner des aliments ou se servir : je trouve l'idée géniale ! Alors je continue à chercher. » Elle découvre que Berlin compte aujourd'hui une petite centaine de frigos solidaires, qu'on en trouve aussi à Londres, Madrid, Barcelone, ainsi qu'à Montréal, capitale mondiale des initiatives solidaires de toutes sortes, à Marseille, Nantes, Metz... et aucun à Paris.

À trois c'est mieux

Quelques temps après, Mélanie vient la démarcher pour le Carillon : son association rencontre des commerçants pour qu'ils proposent des services aux personnes sans domicile fixe (prendre un verre d'eau, utiliser les toilettes, recharger son téléphone, réchauffer un plat ou un biberon...). Le contact passe bien, elles parlent de lien social et de solidarités de quartier... et assez naturellement, elles en viennent à parler de frigo solidaire. L'idée séduit aussi Mélanie et le Carillon. Un troisième

partenaire semble s'imposer, l'association Cap ou pas cap, qui a participé à la mise en place de la première boîte à dons et du premier garde-manger de Paris, dans le 12e.

L'affaire est rapidement entendue. Une réunion s'organise fin février : la Cantine du 18 accueillera le frigo sur sa terrasse et l'entretiendra, le Carillon sensibilisera les associations d'aide aux personnes en difficulté et Cap ou pas cap s'occupera de la mobilisation et de l'engagement citoyens. Une campagne de *crowdfunding* (financement participatif) est lancée pour acheter le frigo début mai. Un atelier de construction participatif est organisé pour rendre l'objet et le projet visibles (éléments du frigo, signalétique, supports de communication...) mais surtout pour sensibiliser et impliquer les habitants du quartier. Et le frigo est officiellement inauguré le 8 juin, avec soupes et smoothies à volonté, confectionnés à partir d'invidus récupérés chez des commerçants du quartier.

Mode d'emploi

Désormais, le frigo solidaire de la Cantine du 18 est donc ouvert à tous. Ce projet fondé sur le partage a un triple objectif : éviter le gaspillage, favoriser le vivre-ensemble et aider les personnes « en galère ». Dounia vérifie chaque jour le bon état des produits déposés et veille à l'entre-

tien du frigo. Vous pouvez y déposer des produits fermés, non transformés, et n'ayant pas atteint leur date limite de consommation. Par exemple : des fruits et légumes, des produits secs (biscuits, épicerie...), des laitages (yaourts, fromages blancs, desserts lactés...). Une seule obligation : renseigner vos nom et prénom, ainsi que la date de dépôt du produit, sur le cahier du frigo. Vous pouvez aussi vous servir en prenant un produit à disposition.

Le restaurant y dépose aussi ses invendus. La porte transparente du frigo permet de voir les produits disponibles. Et, comme le dit Margaux de Cap ou pas cap : « *Ceux qui vont partir en vacances, évitez le gaspillage alimentaire et faites des heureux en déposant vos aliments dans le frigo solidaire !* »

Un deuxième frigo solidaire doit s'installer au centre social Belliard, dans le quartier de la Moskova : le projet n'est pas complètement ficelé

mais l'inauguration aura lieu le 17 octobre prochain, à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère. L'association Cap ou pas cap est aussi partenaire du projet et a pour mission la mobilisation des acteurs, associations et habitants. À bon entendeur... Si le projet vous tente, faites-vous connaître !

Sophie Roux

□ La Cantine du 18, 46 rue Ramey
Centre social Belliard, 145 rue Belliard,
01 53 06 34 59.



Le premier frigo solidaire du 18e devant le restaurant La Cantine du 18 : chacun peut y déposer des aliments et/ou s'y servir !

© Sophie Roux

Coup de cœur

Découvrir la gastronomie syrienne

Dans la restauration, comme ailleurs, les apparences sont souvent trompeuses. C'est le cas du traiteur syrien Sama Delices, situé boulevard Ornano, à deux pas du métro Marcadet-Poissonniers, qui a ouvert ses portes l'an dernier. La devanture laisse en effet croire qu'il s'agit d'un de ces innombrables «points chauds» qui ne servent que des pizzas et des paninis surgelés.

En réalité, il s'agit d'un endroit parfait pour (re)découvrir le meilleur de la cuisine méditerranéenne — le nom de la boutique n'est pas usurpé : houmous (purée de pois chiches, sésame et huile d'olive), taboulé à base de persil et tomates, moutabal (crème d'aubergines légèrement fumées...). Le tout à prix modéré (3,50 € la petite barquette). Vous pourrez aussi vous régaler avec le traditionnel falafel, un

sandwich à base de boulettes de pois chiches frites, servi avec une sauce au yaourt et à l'ail. Plus original, le traiteur propose de délicats feuilletés au fromage, à la viande ou aux épinards, parfaits en accompagnement d'une salade.

Enfin, les becs sucrés devraient trouver leur bonheur avec un assortiment de pâtisseries syriennes raffinées à base de noix, amandes ou encore pistaches. Des desserts qui pourraient ressembler à ceux proposés dans les boulangeries maghrébines du quartier, la subtilité en plus (et l'avalanche de sucre en moins). Quelques tables sont mises à disposition des clients dans la boutique. L'accueil chaleureux du patron donne envie de revenir.

Florianne Finet

□ 16 boulevard Ornano, 01 42 57 70 05, ouvert du mardi au dimanche de 10 h à 21 h.

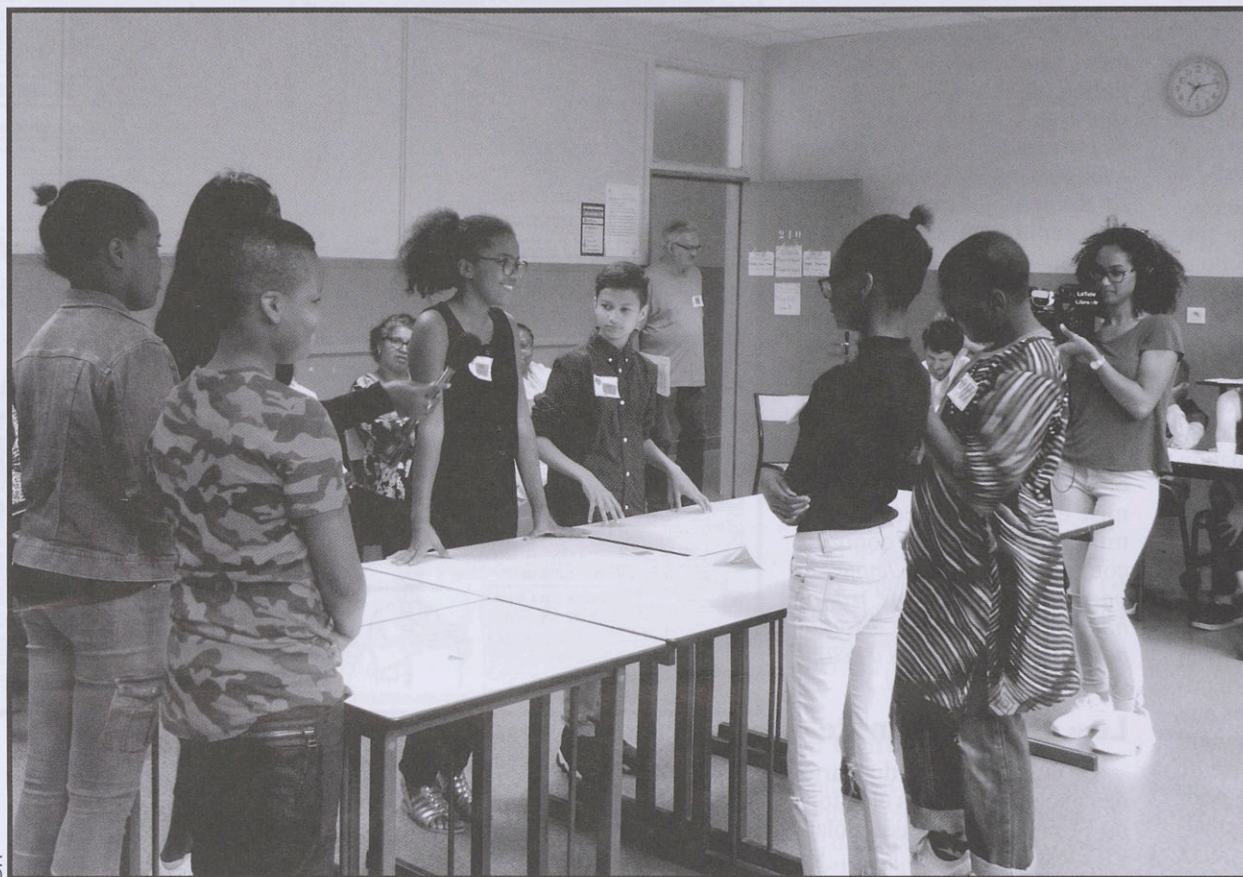


© Christian Admin

Le 18e
du mois
prend
sa pause
estivale.
Rendez-vous
en septembre

Quand des collégiens s'initient à l'échange d'idées

Au collège Gérard Philipe, des élèves de 6e se sont frottés au débat citoyen. Une expérience pilote qui a enthousiasmé enfants et adultes.



Demi-finale au collège de la rue des Amiraux où les 6e1 ont préparé ce moment durant six mercredis d'affilés.

Les tables de cours ont été rassemblées et disposées en ligne. De part et d'autre de cette démarcation, deux équipes de trois collégiens se font face. Au bout de la rangée, deux élèves feront office d'animateurs. Au fond de la salle, le jury, composé de trois élèves et trois adultes, examine la fiche d'évaluation qu'il faudra remplir avant de désigner l'équipe gagnante.

Une question est tirée au sort : « Doit-on interdire la voiture en ville ? ». La première équipe doit plaider pour et la seconde contre. Elles ont cinq minutes pour rassembler leurs idées et aiguïser leurs arguments. Les huitièmes de finale du championnat de débat citoyen peuvent débuter.

Parents, enseignants, équipe de direction du collège Gérard Philipe assistent au match verbal des élèves de la classe de 6e1. « Certes, la voiture pollue, mais elle nous permet de nous déplacer de villes en villes »,

lance le premier. « Oui, mais on peut se déplacer en transport en commun » rebondit un autre. « Les transports en commun existent, mais le train coûte cher », « Oui mais cela coûte moins cher de prendre le train que d'acheter une voiture. »

Un gros travail d'organisation

Laura Mougel, professeur au collège de la rue des Amiraux, ne cache pas son enthousiasme. Le championnat a remplacé l'enseignement du chapitre de son cours d'instruction civique intitulé « être enfant et citoyen ». « Ils ont été acteurs de A à Z, confie-t-elle. Des élèves un peu faibles scolairement se sont complètement révélés dans l'animation du débat ou dans la recherche d'informations. » Les résultats plus que satisfaisants de l'expérience ont compensé le gros travail d'organisation nécessaire au préalable.

Les belles expériences sont souvent affaires de rencontres. Ici : celle de Laura Mougel avec l'association CapaCités, qui souhaitait monter un

projet à destination des scolaires. La conduite de projets citoyens à forte participation des habitants est son terrain de prédilection. Elle anime à ce titre la table de quartier implantée dans le secteur Amiraux-Simplon-Poissonniers.

Un précédent en Suisse

L'idée du championnat de débat a germé dans l'esprit de Nathalie Dollé, qui œuvre depuis plusieurs années chez CapaCités. Journaliste de métier, une de ses marottes est de mettre à l'unisson démarche journalistique et démocratie participative. Pour ce projet, elle s'est inspirée de « La jeunesse débat », une expérience suisse, qui a débuté il y a maintenant une quinzaine d'années. Une pratique qui fournit aux jeunes Helvètes des outils pour s'exercer à l'échange d'opinions, pour comprendre leur environnement et apprendre à vivre avec des valeurs différentes des leurs.

Au collège Gérard Philipe, les premières séances ont débuté fin avril 2017. Sociologue, architecte et jour-

nalistes de CapaCités se sont mêlés à l'équipe pédagogique du collège. Et les 6e1 ont travaillé d'arrache-pied six mercredis d'affilée en classe entière et en demi-groupe. Leur professeur de français a prêté main-forte pour une séance consacrée à l'argumentation. « Ils ont interrogé des gens dans la rue, des profs, leurs parents et ont fait des recherches sur internet ou dans des publications, raconte Laura Mougel. Ils vont pouvoir réutiliser cette expérience dans n'importe quelle matière, y compris en dehors de l'école. »

L'éthique du débat

Le soir de la séance consacrée aux règles d'un bon débat, le face à face du deuxième tour de l'élection présidentielle entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen était retransmis à la télévision. Beaucoup l'ont regardé et le débriefing a été fructueux. « Dans l'ensemble, ils ont trouvé qu'un certain nombre de règles n'avaient pas été respectées, notamment par Marine Le Pen », se souvient le journaliste et formateur Philippe Merlant. Les collégiens ont bien compris ce que pouvait être une éthique du débat et ont complètement intégré qu'il ne fallait pas attaquer la personne mais les idées. « Ils ont pigé plein de choses, poursuit-il. Du coup ils étaient vraiment là et même pendant les pauses, ils restaient concentrés sur ce qui se passait. Y compris les élèves en grande difficulté scolaire. »

Qu'ont compris les collégiens ? D'abord qu'un débat s'effectue avec l'autre et non pas contre lui, afin de faire progresser ensemble la réflexion. Que le plus fort n'est pas celui qui utilise des phrases chocs et qu'il existe des arguments pertinents des deux côtés.

Adultes et collégiens sortent ravis de l'expérience « Les enfants étaient heureux que, le jour de la finale, la direction du collège, des profs, des parents soient venus, sourit Laura Mougel. Faire venir les parents au collège, ce n'est pas toujours évident et on est assez content quand on y arrive ». Cette expérience pilote devrait s'étendre à la rentrée prochaine. Il a posé les bases d'un futur championnat qui réunirait plusieurs classes de différents collèges de quartiers, inscrits dans le dispositif Politique de la ville. Le championnat sera également intégré dans les activités de la future classe médias qui ouvrira en 6e en septembre prochain.

Nadia Djabali

Fusillade rue Damrémont

Quatre morts, plusieurs blessés par balles : les affrontements entre militants communistes et groupes de droite ont pris un tour tragique le 23 avril 1925 dans le 18e arrondissement, et déclenché une longue polémique.

Le 23 avril 1925, le préau du 113 rue Championnet accueille plus de 600 personnes chauffées à blanc. Elles assistent à une réunion électorale organisée par Raoul Sabatier, candidat de Droite aux élections municipales dans le quartier des Grandes-Carrières, dans le 18e arrondissement de Paris. Pierre Taittinger, qui dirige les Jeunesses patriotes, est venu le soutenir avec ses troupes. À l'extérieur de l'école, 300 personnes environ, canalisées par un service d'ordre composé de 70 gendarmes en uniforme et en civil. La situation est explosive.

Durant ces années d'après-guerre, les manifestations de rue ont pris une ampleur inquiétante. Elles sont souvent le fait de groupes de droite auxquels les communistes disputent la suprématie dans l'espace public. Si les manifestations sont connues des autorités en raison de l'obligation de les déclarer, les contre-manifestations posent de redoutables problèmes aux forces de l'ordre car elles sont généralement spontanées. Le 1er janvier 1925, le maire de Douarnenez, qui avait pris fait et cause pour les sardinières en grève depuis plusieurs semaines, est gravement blessé ainsi que plusieurs marins. Un peu plus tard, Marseille est le théâtre d'affrontements meurtriers. Des contre-manifestants assiègent le 9 février une salle où se réunissaient des catholiques. Bilan : deux morts et 100 blessés. Des événements analogues se produisent le lendemain dans le Vaucluse. Ces manifestations qui opposent l'extrême droite et les communistes ne concernent pas seulement la France, mais une bonne partie des pays européens.

Coups de feu et bagarres

À Paris, ce 23 avril, se tient au Cirque d'Hiver, en présence d'Alexandre Millerand, ancien président de la République, un meeting des Jeunesses patriotes, en même temps que celui de la rue Championnet. Une quarantaine d'entre eux veut rejoindre leurs camarades du 18e, mais l'accès leur étant interdit, ils s'engagent rue Damrémont, poursuivis par une vingtaine de communistes. C'est alors qu'éclate une fusillade où quatre militants des Jeunesses patriotes sont tués et plusieurs autres blessés. Plus tard dans la soirée, de violentes bagarres à coup de poing et de canne se produisent autour de la station Simplon et sur les quais du métro. Deux hommes sont arrêtés : Jean-Pierre Clerc, graveur, et Bernardon, peintre en bâtiment. Des tracts et même des armes sont retrouvés à leur domicile, ou à celui de leurs parents ou amis.

Les réactions des autorités et de la presse d'information, le lendemain, sont particulière-

ment virulentes. Le préfet de police déclare que « ces gens sont venus pour tuer ». L'Écho de Paris et Le Journal évoquent « un guet-apens communiste ». Le Radical, journal de la gauche républicaine, n'est pas moins agressif, qui voit dans cette attaque un complot des bolcheviques. Quant au Petit Journal, il affirme qu'il s'agit d'un « coup » préparé pouvant déboucher sur une guerre civile. La Liberté, dont Taittinger était le directeur, avait publié un article le 7 février demandant la mise en place d'un corps paramilitaire pour lutter contre le communisme : « Les Jeunesses patriotes forment une troupe homogène d'hommes disciplinés et résolus, décidés à réagir contre le communisme. »

Le « péril communiste »

Le gouvernement du Cartel des gauches, issu des élections du 11 mai 1924, et rassemblant les socialistes de la S.F.I.O., les radicaux-socialistes, les républicains socialistes et la gauche radicale, est interpellé à la Chambre des députés. Pierre Taittinger dénonce le péril communiste en ces termes, fortement teintés d'accents xénophobes : « On a prétendu qu'il n'existait pas [de complot]. Hier, quand j'ai entendu ce commandement, première et deuxième centuriers, feu, on ne peut plus en douter. J'ai vu des Kabyles, des Annamites, le revolver ou le couteau à la main. Ces gens-là à qui nous donnons l'hospitalité ne devraient pas jeter le deuil dans les familles françaises ». Jean Ybernegaray, proche des ligues fascistes, montre du doigt les députés communistes dans l'hémicycle et s'écrie : « Les véritables dictateurs, les véritables coupables, ils sont là. »

Les communistes sont embarrassés. L'Humanité, dans son édition du 25 avril, met en parallèle les événements de Douarnenez, où le maire de la ville avait trouvé la mort, et ceux de la rue Damrémont. Le quotidien conteste la version officielle des autorités et s'en prend aux provocations des fascistes, venus de divers quartiers de Paris en bandes organisées jusqu'au cœur du Paris ouvrier : « Taittinger, le fasciste plusieurs fois faussaire, à la tête de ses bandes armées, est venu provoquer le prolétariat sur place. Un tel coup était préparé de longue date [...] le fascisme a eu sa flaque de sang. Il est seul responsable de toutes les victimes. »



Une de l'édition du 26 avril 1925 du journal L'Humanité qui place en tête la fusillade de la rue Damrémont, appelée ici la bataille de Montmartre.

Cependant Marcel Cachin, à la tribune de la Chambre, se montre moins véhément ; il reconnaît les violences mais refuse de les attribuer à « des communistes organisés et disciplinés ». S'en remettant aux résultats de la procédure judiciaire, il se désolidarise, sans vraiment le dire, des auteurs de la fusillade.

Les reproches de Moscou

Une fusillade qui tombe bien mal pour le tout nouveau secrétaire général Albert Treint, déjà très contesté au sein du parti. On lui reproche son autoritarisme et de « jouer » la guerre civile par une mauvaise appréciation des conditions objectives de lutte. Certains opposants dénoncent une « faute politique lourde ». André Marty, député du PC, doit admettre son erreur dans une lettre au président de l'Internationale communiste, Zinoviev, le nouveau pouvoir à Moscou ayant fait part de sa désapprobation. Il reconnaît avoir envoyé rue Damrémont de « jeunes exaltés » et non des militants « maîtres d'eux ».

Les historiens estiment en effet que la direction du parti, si elle avait donné pour consigne aux activistes de ne pas porter d'armes, entendait cependant donner un coup d'arrêt aux agissements des Jeunesses patriotes, y compris par la violence. Ces erreurs d'appréciation entraîneront le départ d'Albert Treint, écarté du bureau politique au congrès de Lille en juin 1926, et remplacé par Pierre Semard. À cette époque, Treint apporte un soutien incondi-

Selon L'Humanité, « des bandits de la haute [sont] venus pour terroriser un quartier ouvrier. »



Raoul Sabatier (Droite), Jean Varenne (SFIO) et Lucienne Marrane (SFIC), les principaux candidats à l'élection municipale de 1925 dans le quartier des Grandes-Carrières.

tionnel à la troïka soviétique : Zinoviev, Kamenev, Staline. Il défend la bolchévisation du Parti communiste français et fait la chasse aux opposants qui en seront exclus pour cause de déviation trotskyste.

Il ira jusqu'à s'allier à Doriot pour tenter de demeurer en place. Mais à son retour de Moscou en 1927, changement de pied. Il prend fait et cause pour l'opposition à Staline. Exclu en 1928, il entrera en 1934 à la SFIO où il fondera un groupe, *La Lutte finale*, et dénoncera sans relâche les totalitarismes hitlériens et staliniens entre lesquels il verra de nombreux points communs.

Un procès politique

C'est le 18 avril 1926 que s'ouvre devant les assises de la Seine le procès des deux communistes impliqués dans la fusillade de la rue Dammont. La presse en rend compte avec un luxe de détails. Le garde des Sceaux, Pierre Laval, a fait filtrer les entrées dans la salle d'audience pour éviter tout incident. Les deux accusés qui, selon *Le Petit Journal* ont apporté « grand soin à leur toilette », n'adoptent pas la même stratégie de défense. Clerc accuse, Bernardon se défend.

Le premier, violent dans le ton et l'attitude, dénonce le complot permanent contre les institutions fomenté par les fascistes et invoque la légitime défense face à l'attitude agressive des bandes patriotiques. Il admet qu'il était venu avec une arme mais précise qu'il a tiré en l'air. Le second prétend qu'il n'était pas armé et qu'il a ramassé un revolver par terre pour se protéger des coups qui lui étaient assénés. Il jure qu'il « n'a pas tiré dans le dos de gens paisibles ».

Le président de la Cour et l'avocat général ne cachent pas leur antipathie pour les accusés. Mais les avocats de la défense, Berthon et Torrès, placent le débat sur le terrain politique en comparant l'action des groupes d'extrême-droite à celle des fascistes italiens qui ont permis l'accession au pouvoir de Benito Mussolini.

L'Humanité, qui, dès l'ouverture du procès, titre « Clerc et Bernardon, victimes de la lutte des classes », ne manque pas l'occasion de faire le procès du fascisme. Selon le quotidien

communiste, la responsabilité individuelle des deux militants ne peut être mise en cause. Ils appartiennent tous deux au prolétariat opprimé dont ils sont les combattants. C'est donc le procès du prolétariat que veut instruire la bourgeoisie. Ils se sont défendus contre la provocation « des bandits de la haute, venus pour terroriser un quartier ouvrier ». Le journal rappelle que, le 15 avril 1925, des centurions fascistes ont mené une expédition punitive à Sèvres, expulsant les ouvriers à coups de poing et de matraques.

Paul-Vaillant Couturier à l'avocat général :
« La violence collective, c'est l'État. »

Violence contre violence

Le déroulement du procès est émaillé de nombreux incidents. L'accusation fait venir à la barre de faux témoins. Des socialistes affirment que les Jeunesses patriotes ont frappé des commerçants du quartier. De faux

documents sont produits. Pierre Taittinger, convaincu de mensonges par le commissaire chargé de l'enquête, reconnaît que ses troupes voulaient venger les morts de la rue Dammont en assassinant Berthon, Cachin et Doriot. À l'avocat général qui lui demande ce qu'il entend par « violence collective », Paul Vaillant-Couturier répond que « la violence collective, c'est l'État ». Finalement, après les réquisitions du Ministère public et les plaidoiries de la défense, Bernardon est acquitté par le jury et Clerc, considéré en état de légitime défense, condamné à trois ans de prison.

Ces événements n'éteindront pas la violence politique, dont la lettre adressée par Charles Maurras au ministre de l'Intérieur, Abraham Schrameck, après l'assassinat par un anarchiste du trésorier de l'Action française est l'exemple le plus haineux : « Par votre personne, vous n'êtes rien. [...] De vous, rien n'est connu. Mais vous êtes le Juif. Vous êtes l'Étranger. Vous êtes le produit du régime et de ses mystères. [...] Vos premiers actes connus établissent votre délit à la consigne ethnique donnée par votre congénère Alfred Dreyfus le jour de sa dégradation : Ma race se vengera sur la vôtre. Votre race, une race juive dégénérée, car il y a des Juifs bien nés qui en éprouvent de la honte, la race des Trotsky et des Krassine, des Kurt Eisner et des Bela Kuhn, vous a chargé maintenant d'organiser la révolution dans notre patrie. [...] C'est sans haine comme sans crainte que je donnerai l'ordre de verser votre sang de chien s'il vous arrive d'abuser de la force publique pour ouvrir les écluses de sang français sous les balles et les poignards de vos chers bandits de Moscou. »

Maurras sera condamné pour... diffamation. Mais le gouvernement du Cartel des gauches était déjà dans un tel état de faiblesse qu'il laissera la place à un gouvernement d'union nationale en juillet 1926. Et après une accalmie de quelques années, les violences reprendront de plus belle au début des années 1930.

Dominique Delpirou



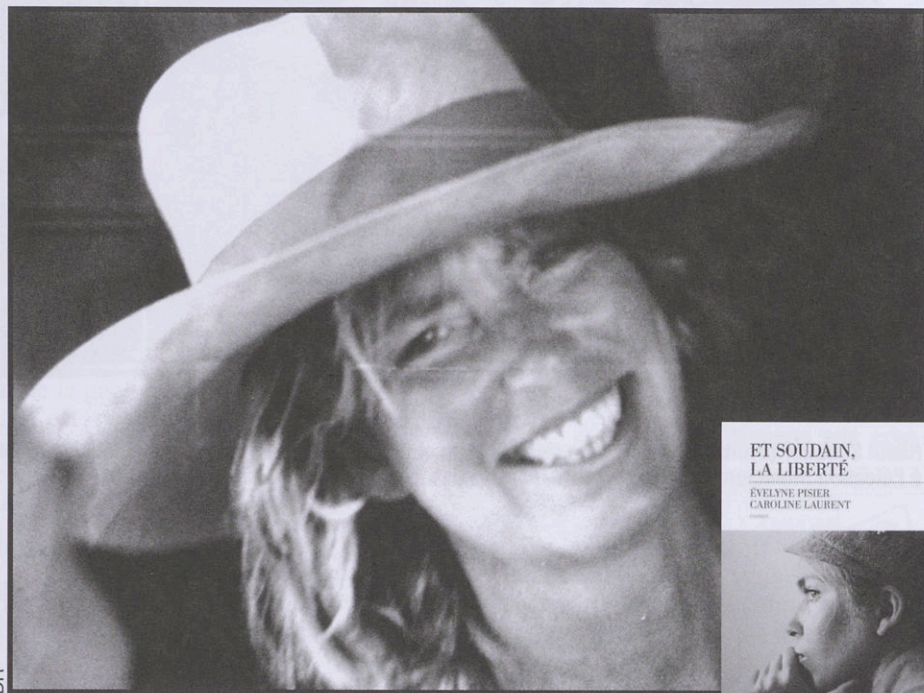
Le Petit Journal évoque, quant à lui, en Une du 10 mai 1925, «un odieux attentat communiste».

Le Serment du Moulin rouge

À propos du roman d'Evelyne Pisier et Caroline Laurent, *Et soudain, la liberté*, Les Escales, à paraître fin août 2017.



© Nadia Djabali



C'est en face des ailes illuminées du Moulin Rouge (photo de gauche) qu'Evelyne Pisier (ci-dessus) a promis de poursuivre l'écriture de son livre *Et soudain la liberté*.

C'était une amie très proche. Une brillante universitaire, juriste, qui avait publié des essais mais aussi des romans. Elle avait encore écrit des scénarios, dont celui des *Amants du Flore*, retraçant les premières amours de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Fin 2014, elle s'interroge car aucune chaîne de télévision n'a retenu celui qu'elle a construit sur André Gide. « *Trop patrimonial* », lui a-t-on répondu. Elle se disait que cela ne valait plus la peine d'écrire. Je n'en croyais pas un mot. J'ai donc cherché des sujets susceptibles de lui redonner cette envie. Pas question de laisser un tel talent en friche. Je lui suggère le réseau Curiel auquel elle avait appartenu. C'est non. Le récit de sa liaison avec Fidel Castro, son premier grand amour ? Elle résiste.

Alors, jouant le tout pour le tout, je l'exhorte à commencer par le commencement, par son enfance, en Indochine puis en Nouvelle-Calédonie (son père y avait été quasi gouverneur). Et là, miracle, elle accroche. Elle se met à écrire, m'envoie ses premières pages. Et, au printemps 2015, sur mon balcon, face aux ailes du Moulin Rouge qui tournent illuminées, nous scellons le Serment du Moulin rouge. Elle promet de poursuivre et je promets de ne plus la lâcher.

Un roman ?

Evelyne Pisier se jette alors dans l'écriture, fait revivre son père, chantre du colonialisme et du catholicisme contre lesquels elle va se construire, et toucher à cette liberté qui donne son titre au livre. Elle met en scène sa mère qui, après la lecture du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, devient

féministe, prend un amant, divorce, regagne la France et se met à travailler. Elle décrit sa scolarité chez les bonnes sœurs qui la font s'agenouiller devant toute sa classe et prier pour que sa mère

renonce au divorce car, sinon, elle ira en Enfer. Le récit se poursuit jusqu'au suicide de ses parents. Il inclut ses amitiés niçoises, ses études, la fameuse liaison avec Fidel Castro, son premier mari Bernard Kouchner, dont elle a trois enfants, etc. Mais il prend la forme d'un roman car elle ne veut pas traiter de certains pans de sa vie, comme de la mort de sa sœur, Marie-France, retrouvée noyée dans sa piscine en 2011. Trop douloureux, trop difficile de parler à sa place.

À quatre mains

En décembre 2015, le manuscrit est prêt. Elle l'adresse à quelques « grandes » maisons d'édition qui le refusent. Mais, à l'été 2016, il est accepté par Les Escales, et Caroline Laurent, la jeune éditrice en charge de la publication, tombe amoureuse de l'histoire et des personnages. Elles se rencontrent en septembre. Coup de foudre réciproque.

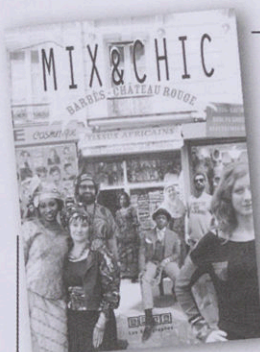
Elles décident que ce sera bien un roman et qu'elles le réécriront à deux, en le recentrant sur les relations entre Evelyne et sa mère.

En octobre 2016, retour au Moulin rouge. Nous fêtons chez moi l'anniversaire d'Evelyne et le prochain succès du livre. Je ne sais pas que, ce soir-là, nous voyons ensemble pour la dernière fois les ailes protectrices du Moulin. Car le 9 février 2017, Evelyne meurt des suites d'une opération. Avant son hospitalisation, elle avait dit à son second mari, Olivier Duhamel : « *S'il m'arrive quoi que ce soit, promets-moi de terminer le livre avec Caroline* ».

Alors Caroline va seule au bout du roman. En lui donnant une forme inédite avec, offrant des morceaux du tout premier manuscrit, des moments romancés et des notations biographiques la concernant. Avec un jeu sur les « correspondances ». Caroline est également une enfant des îles (sa mère est Mauricienne) et, si elle décrit si bien les paysages, c'est aussi parce que flottent en elle des images exotiques, des parfums de fleurs et de fruits, des bruissements d'arbres sous le vent des tropiques.

Le livre sera en librairie fin août. Enjoy !

Janine Mossuz-Lavau



MIX & CHIC
BARBÈS - CHÂTEAU ROUGE



Xérogaphes éditions

<http://xerogaphes.free.fr>

xerogaphes@free.fr

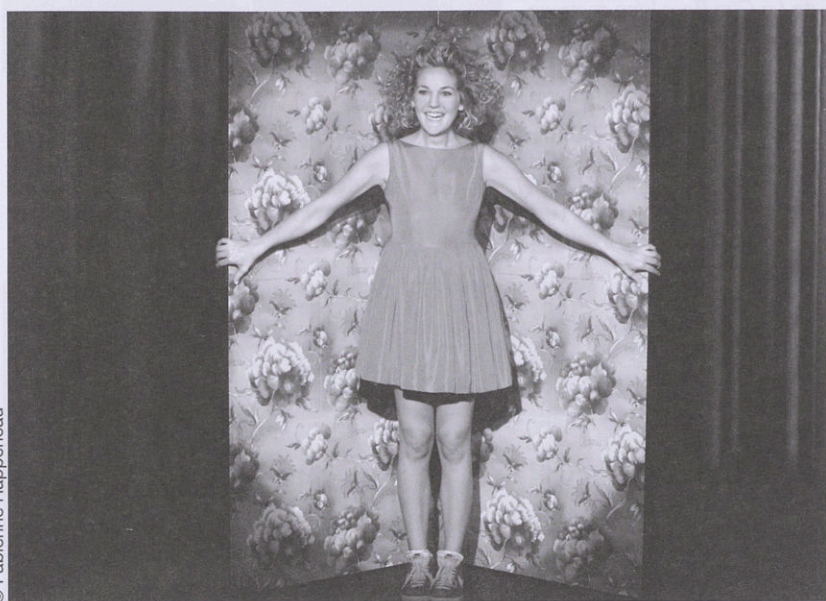
01 42 39 59 30

Isbn : 978-2-917717-21-9

Ce livre peut être commandé chez tous les libraires ou chez nous directement

Des papilles dans le ventre : gourmand

Kim Schwarck raconte sur scène son histoire. Celle d'une jeune femme gourmande et joyeuse pour qui manger, c'est vivre !



© Fabienne Rappeneau

En robe rose et tout sourire, Kim Schwarck raconte une vie de gourmandise(s).

Dès les premières secondes, Kim Schwarck apparaît généreuse et pétillante. Elle nous transmet sa bonne humeur. Avec sa robe rose et son beau sourire, on l'imagine volontiers dans un jardin, bien ensoleillé, nous porter une corbeille de fruits d'été. « On me dit souvent : "Tu es toujours joyeuse et tu manges tout le temps." Alors, j'ai eu envie d'écrire et de raconter mon enfance un peu particulière », explique la comédienne. Et elle est si gourmande qu'on lui disait aussi, lorsqu'elle était petite « mange ta main et garde l'autre pour demain ».

La recette du bonheur

Avec un regard comique, elle partage ses souvenirs d'enfance, souvent heureux. Kim Schwarck évoque aussi des moments plus tristes. Les mois qu'elle a passés à l'hôpital alors qu'elle avait 6 ans – une vilaine leucémie.

Mais la nourriture n'est jamais très loin, c'est la béquille qui l'a aidée à traverser les épreuves.

Avec son menu « entrée, plat, dessert », Kim nous fait voyager dans un monde où tout est comestible. Le texte est truffé de petites gourmandises qui éveillent l'appétit. La petite voiture rouge de sa mère devient ainsi une cerise qui se promène sur une forêt noire. La comédienne nous dévoile sa recette du bonheur. Prendre le meilleur de la vie et profiter des petits plaisirs qu'elle nous offre. On aimerait tous avoir parmi ses proches une Kim qui donne autant le goût de vivre ! *Des papilles dans le ventre* est un spectacle qui vous met en appétit. Alors, un conseil : mangez avant d'y aller ou prévoyez un bon resto entre amis après ! **Samuel Cincinnatus**

□ Jusqu'au 16 septembre, au théâtre des Béliers parisiens. Texte et mise en scène de Kim Scharwck, avec Pierre Notte. 14 bis rue Sainte-Isaure, 01 42 62 35 00.

Dessine-moi un espoir

L'association des locataires de la cité Montmartre aux artistes (Alma) poursuit son projet « Dessine-moi un espoir ». Elle propose aux habitants adultes, adolescents et enfants de dialoguer et dessiner sur une table installée tous les samedis de juillet de 11 h 30 à 13 h devant la cité au 189 rue Ordener.

Une exposition des dessins sera accrochée sur les grilles de la cité aura lieu

d'octobre à novembre 2017. Des rencontres et médiations qui ont pour objectif la participation des jeunes à la vie du quartier et de la cité, afin de favoriser le « vivre ensemble » et de valoriser la rencontre des cultures, par-delà la diversité des origines et des appartenances religieuses.

N.D.

□ www.facebook.com/dessinemoiunespoir

Au cœur du 18^e,
un imprimeur près de chez vous !

IMPRESSION TRADITIONNELLE & NUMÉRIQUE
COULEUR & NOIR/BLANC - KAKÉMONO

IMPRIMERIE
Brochures, livrets, chemises, plaquettes, liasses, autocopiantes, têtes de lettre, affiches, etc.

IMPRESSION NUMÉRIQUE
Manuels techniques, dossiers de presse, lettres d'informations, manuels de formation, thèses, mémoires, etc.

PROMOPRINT imprimerie offset et numérique
79 rue Marcadet 75018 Paris • Tél : 01 53 41 62 00 • Fax : 01 53 41 62 02
contact@promoprint.fr • www.promoprint.fr

Les dérives sécuritaires au cœur d'un polar



© Christian Adnin

Le roman de Mathieu Neu met en avant les dérives sécuritaires qui menacent nos démocraties.

Rédacteur au 18e du mois, Mathieu Neu dédicacera son premier polar, intitulé *IDP 37*, à la librairie MacGriffs samedi 8 juillet à partir de 19h. Derrière ce titre énigmatique, se profilent la question de la surveillance des citoyens et les dérives sécuritaires dans les démocraties.

Paul est dessinateur de presse. Il rencontre une jeune femme lors d'une soirée masquée. Elle ne dévoile ni son visage, ni son identité, mais le questionne sans relâche. Les échanges s'éternisent, des liens se tissent. Mais au cœur de la nuit, elle disparaît, emportant avec elle tous ses secrets.

Intrigué, séduit et avide de répon-

ses, il se lance à sa recherche. Paul s'aperçoit alors que le gouvernement a développé une véritable surveillance de masse. L'administration a créé un indice de personnalité – le fameux IDP – et plus ce dernier est faible plus le citoyen est considéré comme un rebelle à surveiller de très près. L'IDP de Paul est de 37, soit un score plancher. Du coup, il se sait observé en permanence. Un roman à suspens pour mettre en avant « une problématique très ancrée dans son époque », comme le dit l'auteur lui-même.

Sophie Roux

□ Librairie MacGriffs : 111 rue Caulaincourt. *IDP 37*, Plon, collection Sang neuf.

18e Sortir

Théâtre Le Porteur d'histoire

• Jusqu'au 31 août, au théâtre des Béliers parisiens. D'Alexis Michalik. 14 bis rue Sainte Isaure, 01 42 62 35 00.

Si vous n'êtes pas déjà allé applaudir ce spectacle, molières 2014 du meilleur auteur et de la meilleure mise en scène, vous avez encore une chance de ne pas le rater. Car, contrairement à la majorité des théâtres dont la programmation est en berne en été, il est à l'affiche jusqu'au 31 août. En mars 2016, dans *Le 18e du mois*, de mars 2016, Sylvie Chatelin, enthousiaste, décrivait : « Une scène presque nue, au fond un grand tableau noir où les acteurs inscrivent quelques mots essentiels, sur les côtés des portants où ils cherchent leurs différents costumes, quelques tabourets, voilà pour le décor. La mise en scène virevoltante et le jeu excellent



des acteurs font le reste. 1 h 45 de très bon théâtre à courir voir sans hésitation. » **A. F.**

Cinéma Festival 1001 Images

• Du 20 au 22 juillet, et les 25 et 26 août, dans des squares du 18e.

Thématique du festival cette année : « Dépasser les frontières ». Le 20 juillet, à 22 h, au square Marcel Sembat : *Bienvenue a Clieli*, un film des jeunes de l'association Relais 18, suivi de *La Cite Rose* long-métrage de Julien Abraham (2013). Le 21 juillet, à 22 h, au square Charles Hermite : *La Vache*, de Mohamed Hamidi (2016), avec Fatsah Bouyahmed, Lambert Wilson, Jamel Debbouze. Le 22 juillet, à 22 h au square Rachmaninov : *OSS 117 Rio ne répond plus*, de Michel Hanazavicius (2009), avec Jean Dujardin. Le 25 août,



à 21 h, au square Marcel Sembat : *Good Luck Algeria*, de Farid Bentoumi (2016), avec Sami Bouajila. Le 26 août, à 21 h, résidence Valentin Abeille (réservé aux habitants) : *Nous trois ou rien*, de Kheiron (2015). **A. F.**

Festival Tréteaux nomades

• Du 28 août au 3 septembre, aux Arènes de Montmartre, rue Chappe, 01 48 40 62 49.

Chaque année, à la fin de l'été, la Compagnie du Mystère bouffe présente, dans les Arènes de Montmartre, des spectacles en plein air à la croisée des tréteaux, de la commedia dell'arte, du théâtre burlesque et du spectacle forain. Pour sa 18e édition, le festival propose ainsi deux pièces mettant en scène des classiques revisités. Du 28 au 31 août, à 20 h 30, *Entre deux tempêtes* opère un montage du texte de Shakespeare (*La Tempête*) et de celui d'Aimé Césaire (*Une tempête*), sur fond d'époque coloniale des années 1930. En rapprochant ces deux œuvres, l'auteur et metteuse en scène Nelly Quette nous parle d'un racisme qui aujourd'hui « se campe devant nous sous sa forme moderne où le "sauvage" devient un sous-dé-

veloppé économique, coupable de son retard historique, envieux, et sournoisement dangereux pour nos valeurs blanches et bourgeoises ». Un spectacle à la fois joyeux et grave qui nous incite à nous interroger sur notre propre regard sur les rapports nord-sud. Dans un registre tout à fait différent, Renaud Gillier et la compagnie des Passeurs mettent en scène la frénétique quête des hommes à la recherche du pouvoir, dans la pièce de Georges Feydeau *Mais n'te promène donc pas toute nue*, du 1er au 3 septembre, à 20 h 30. Le festival, qui se déroule parallèlement dans la cour de l'hôtel de Beauvais (Paris IVE), organise aussi, pour les adultes, un stage d'initiation à la Commedia dell'arte au Pré-Saint-Gervais (93) du 21 au 27 août. **A. F.**



Théâtre Ceci n'est pas une comédie romantique

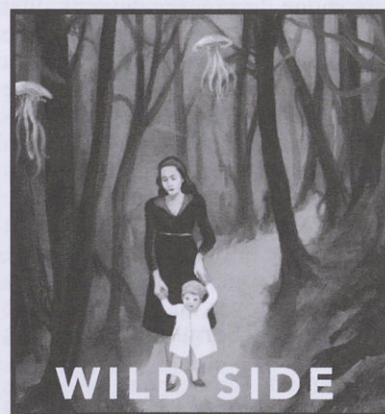
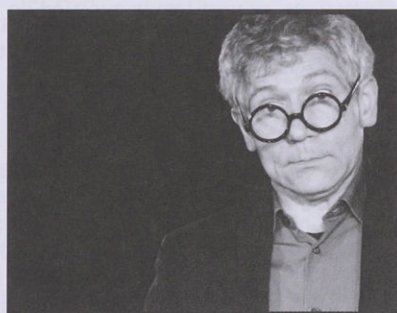
• Du 5 juillet au 1er octobre, au Funambule Montmartre. De Yanik Vabre, mise en scène d'Éric Le Roch. 53 rue des Saules, 01 42 23 88 83.

Ceci n'est pas une comédie romantique... mais avant tout une histoire de potes. Camille et Chris sont trentenaires, ils se connaissent depuis 20 ans et se retrouvent après s'être perdus de vue. L'amitié entre un homme et une femme est-elle possible ? C'est la question centrale de cette pièce qui renverse les codes de ce type de relations. Elle est moderne et libérée, croque les hommes à pleines dents. Lui est sensible et sous l'emprise d'une compagne, perverse narcissique, qui le manipule. Pas romantique mais léger et sans prétention. **S. Ci.**

Théâtre De l'Air !

• Jusqu'au 26 août, au Funambule Montmartre. De Laurent Balaý, mise en scène de Christian Termis. 53 rue des Saules, 01 42 23 88 83.

Après de nombreuses représentations un peu partout à Paris, le spectacle *De l'Air !* arrive cet été au Funambule Montmartre. Dans ce seul-en-scène, le comédien Laurent Balaý propose au public une bouffée d'oxygène à travers des situations comiques et des personnages atypiques. Se succèdent ainsi un prof tragédienne antique, un acteur parisien surbooké, un para mélomane, une journaliste allumée ou encore une proviseuse survoltée. Avec eux, il raconte son parcours de comédien : son passage à Avignon, les difficultés et son regard aiguisé sur le métier. Distayant. **S. Ci.**



Expo collective Atelier du M

• jusqu'au 31 juillet, 12 rue Duhesme.

Aline Bureau s'est installée récemment dans sa galerie, après avoir travaillé avec une dizaine de personnes dans un atelier à Barbès. Pour inaugurer ce nouveau lieu, elle organise une exposition collective où elle invite tous ses amis. Séverine Bourguignon, illustratrice du *18e du mois*, participe à l'événement. Chaque artiste s'est exprimé sur le thème *Wild (Sauvage)* selon sa technique et son inspiration. **A. K.**

L'Achronique Peintures, sculptures, dessins

• Jusqu'au 13 juillet, 42 rue du Mont Cenis

Dans le cadre de son mois des adhérents, la galerie associative L'Achronique organise une grande exposition collective d'artistes adhérents et différents événements culturels : conférences, lectures, soirée philosophie. Pour cette première année, les Amis de L'Achronique ont choisi Incarnation comme thème fédérateur de l'exposition collective et la comédienne Béatrice Agenin comme invitée d'honneur. Elle y expose en compagnie de Edelgard Basalyk, Bellostine, Sophie Brosse, Gilberte Duroc, Elisabeth Fillet, Isabelle Fouque, Caroline Guth, Lethuy, Isabel Lucien-Brun, Carole Melmoux, Marie Ranvier. Les travaux de l'année des élèves de l'atelier seront exposés à l'occasion de cet événement. **A. K.**





Festival Rhizomes

• Parcs et jardins du 18e, jusqu'au 16 juillet. Programme, playlist et infos détaillées sur www.festivalrhizomes.fr

Comme chaque année depuis 15 ans, Rhizomes propose des balades et des croisières musicales aux couleurs du monde dans les parcs du 18e.

Au menu des deux prochains week-ends : samedi 8 juillet, balade aux jardins avec Jacky Libaud (15 h, RDV au square de Jessaint), Nuru Kane (blues gnawa) au square Rachmaninov à 16 h, Labess (flamenco chaâbi) au Jardin d'Éole à 18 h. Dimanche 9 : Arnaud Méthivier (France) à l'hôpital Bretonneau à 15 h, San Salvador (chants occitans) au square Carpeaux à 16 h. Le samedi 15 juillet, aux Arènes de Montmartre : à 16 h 30 Arat Kilo (éthio-jazz) et Mamani Keita (Mali) et à 18 h, Jupiter & Okwess (Congo transe). Également, une croisière musicale en péniche sur le canal de l'Ourcq, des balades dans les parcs de Seine-Saint-Denis et un bal de clôture au parc de la poudrerie de Sevrans. **A. K.**

104 Soirées ciné pop'

• Les 8, 15, 22 et 29 juillet, 5 rue Curial (19e).

Le 104 propose des soirées festives et conviviales avec pique-nique, sur un transat, avec ses amis ou sa famille, ou en profitant de la restauration sur place, accompagné d'une animation rythmée par des temps d'expression artistique (à 19 h). Pour clore la soirée, à 22 h, un film sur grand écran, résultat d'un vote mené avec les habitants, en complicité avec les conseils de quartier locaux et des associations voisines. Trois films au programme : *Les Quatre cents coups* de François Truffaut (le 8) ; *My Sweet Pepper Land* de Hiner Saleem (le 15) ; *L'Effet aquatique* de Solveig Anspach (le 22). Et pour clôturer en beauté le cycle des soirées ciné pop', le 29 juillet : bal pop' spécial 7e art. **A. K.**



© Myriam Frenette

Festival Afropunk

• Du 10 au 13 juillet, au Centre Fleury-Goutte d'Or Barbara, 1 rue Fleury. 01 53 09 30 70.

En avant-première du festival Afropunk Paris 2017 (à La Villette les 15 et 16 juillet), le Centre Barbara met l'Afrique à l'honneur avec des projections inédites, des débats et une série de soirées consacrées aux jeunes talents franciliens du stand-up. Au programme, le 10, à partir de 19 h : thématique « Femmes et sexualité », avec un reportage sur la production artistique alternative à Accra, au Ghana, puis un moyen-métrage sur la sexualité féminine au Rwanda, *Sacred Water*, d'Olivier Jourdain. Le 11, « Questions d'identités et révolte(s) », avec un reportage sur la création artistique à Dakar, suivi du film *Tango negro : les origines africaines du tango*, de Dom Pedro. Et les 12 et 13, deux soirées stand-up présentées par l'humoriste Shirley Souagnon. L'entrée est libre. **A. F.**

Sortir 18e

BAL Les 70 ans de Magnum

• Jusqu'au 27 août, 6 impasse de la Défense.

Capa, Cartier-Bresson, Rodger, Seymour et Vandivert, fondateurs de l'agence Magnum en 1947 ont aussi inventé son statut de coopérative, toujours en vigueur aujourd'hui. Par la même occasion, ce « club fraternel » impose le copyright en photographie et décide de vendre ses reportages aux magazines du monde entier. *Magnum analog recovery*, l'exposition que leur consacre le Bal fait découvrir un fonds de milliers de tirages conservés dans les archives de Magnum à Paris, diffusés de 1947 à la fin des années 1970. On y croise quelques icônes, mais surtout des pépites peu ou jamais publiées, parfois oubliées des photographes eux-mêmes et non légendées. **A. K.**



© Robert Capa

Festival On n'arrête pas le théâtre

• Jusqu'au 12 juillet, à l'Étoile du Nord, 16 rue Georgette Agutte, 01 42 26 47 47.

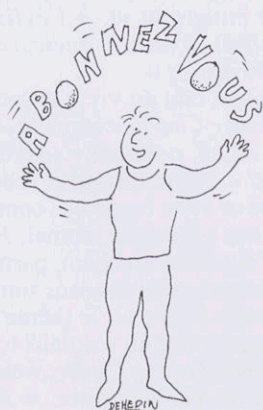
Le festival, qui a démarré fin juin, se poursuit début juillet avec six pièces. *Fils De(ux)*, par Olivier Tchong Tchong avec la compagnie Queen's Pig, dresse un état des lieux de la jeunesse d'hier et d'aujourd'hui (du 3 au 5 juillet, à 21 h). *La Voix de Samuel Beckett*, par Stéphane Auvray-Nauroy, avec Julien Kosellek, montre un jeune écrivain revivant l'expérience psychanalytique de Beckett (les 4, 5, 11 et 12 juillet, à 19 h 30). *Lord Aporia*, écrit, mis en scène et interprété par Mathieu Mullier-Griffiths, raconte une histoire un peu différente de *Don Juan* (du 6 au 9 juillet, à 19 h 30). *Nosferatu*, de Mathieu Mullier-Griffiths et Cédric Soubiron avec Olav Benestvedt, présente

une fable numérique, alliant théâtre, musique et nouvelle technologie, sur l'histoire du vampire (le 7 juillet à 22 h 30 et le 8 à 17 h). *Les Soliloques du pauvre*, mis en scène et interprété par Eram Sobhani : des poèmes sur l'exclusion et la misère (le 10 juillet à 19 h 30). *Play Loud*, de Falk Richter avec le collectif Géranium, met en musique de jeunes adultes partageant leurs angoisses, leurs désirs et leurs souvenirs (les 10 et 11 juillet, à 21 h). À noter également deux concerts, le 9 juillet à 21 h (Pisco Varghas, Laura Clauzel et Maeva Clamaron) et le 12 juillet à 21 h (Zaza Fournier). De jolis moments mettant en valeur la jeune création française, à apprécier en ce début d'été. **A. F.**



© Pierre Dewitte

Vous voulez nous soutenir ? Abonnez-vous !



- Je m'abonne pour 6 mois (6 numéros) : 15 €
- Je m'abonne pour un an (11 numéros) : 26 €
- Je m'abonne pour 2 ans (22 numéros) : 50 €
- Je m'abonne un an et j'adhère à l'association des Amis du 18e du mois : 44 € (26 € abonnement un an + 18 € cotisation)

- Je souscris un abonnement de soutien : 80 € (26 € abonnement un an + 54 € cotisation)
- Je me réabonne pour un an (11 numéros) : 26 €
- Je me réabonne et j'adhère à l'association des Amis du 18e du mois : 44 € (26 € abonnement + 18 € cotisation)
- J'adhère à l'association : 18 €
- Abonnement d'un an à l'étranger : 31 €

Remplir en lettres capitales et envoyer avec le chèque à l'ordre de « Les Amis du 18e du mois », 76 rue Marcadet, 75018 Paris :

NOM : Prénom :

Adresse :

E. mail :

Si vous souhaitez recevoir une facture, veuillez cocher la case ci-après :

Toute correspondance concernant les abonnements (changement d'adresse, réclamation, demande de facture, etc.) doit être envoyée par écrit. Merci.

18e Les gens

Ses petites phrases écrites à la craie sur les trottoirs de la butte Montmartre intriguent, provoquent, amusent...

Qui se cache derrière Achbé ?

Elle a enfilé ses protège-genoux et s'est installée sans façon à même le trottoir, une énorme craie blanche à la main. Alors elle a écrit, en s'appliquant bien sur les boucles du L, sa phrase fétiche : Love for rêver. À prononcer aussi en jouant sur l'anglais : *Love forever*. À décliner à l'infini, explique-t-elle : Live for rêver, Art for rêver... Oui c'est elle qui écrit sur des trottoirs de la Butte du côté de la rue Paul Albert en signant ses messages éphémères Ma rue par Achbé – « Ça monte hein ! », « Parfois homo sapiens sapiens ne sait pas », et tout récemment un « Simone s'éteint, les femmes restent en Veil. » qui a fait le tour de la blogosphère.

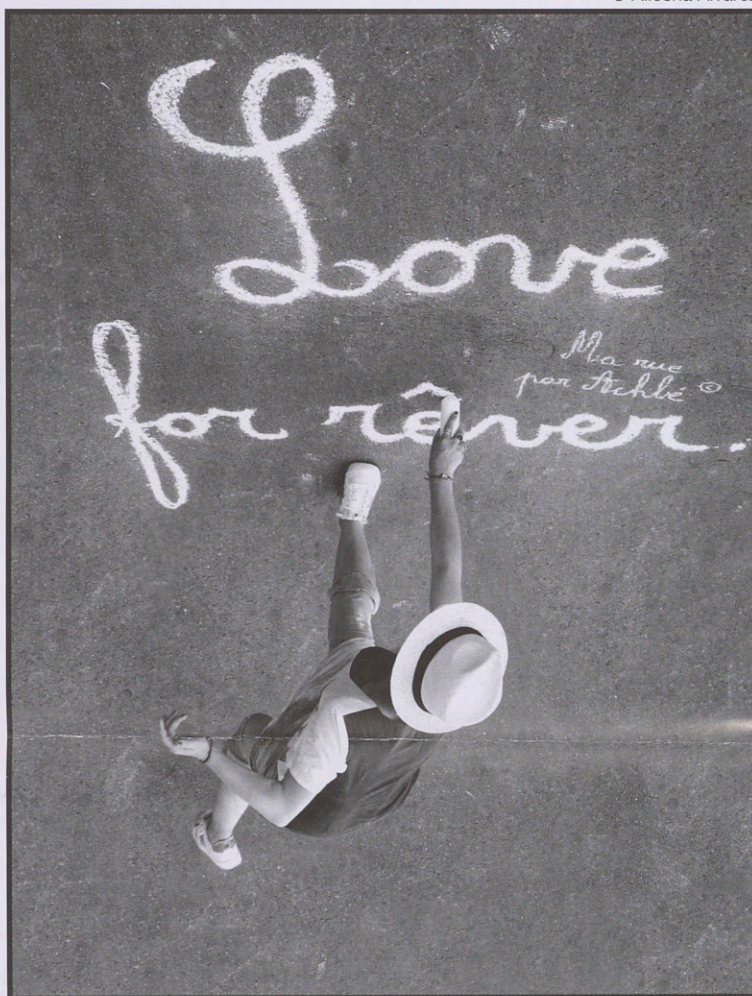
Achbé, HB : la signature qu'elle s'est choisie, les initiales de son mari, l'homme qu'elle a aimé pendant 33 ans, qu'elle aimera toujours : Love for rêver. Cet homme, c'est Hervé Baudry, oui, le dessinateur de presse qui a offert de si formidables dessins au *18e du mois*. Il est mort voici un an, le 4 juin 2016, foudroyé par une crise cardiaque, là sur le trottoir. Sur le trottoir où elle s'est mise à écrire depuis quelques mois : leurs deux enfants sont grands, enfin pas tant que ça mais ils ne dessinent plus sur le trottoir ; il restait les craies. Alors... Hervé lui disait « tu écris bien, il faut que tu écrives ». Elle lui répondait « je n'ai rien à écrire parce que je suis heureuse ». Désormais, « ma page blanche est noire » sourit-elle en désignant le macadam, son « tableau noir, un retour à l'enfance » ajoute-t-elle.

Famille

Conceptrice-rédactrice free lance dans la communication, Claudie Baudry a le sens de la formule qui fait mouche. Un sens qu'elle met au service de petits messages rigolos – « Nos ancêtres les gauloises n'imaginaient pas qu'elles allaient devenir des clopes ». Ou des jeux de mots engagés – « Belle ascension Hamontmartre » lors des présidentielles. Voire plus mordants – « Aujourd'hui je boufferai bien un financier », « Les donneurs de leçon feraient bien de retenir celle-là : Ta gueule ! ». Ou gentiment optimistes – « Fais la grasse mat mais lève toi de bonheur ». Mais aussi « Écrire c'est crier en silence ».

Elle met les photos de ses petites phrases sur les réseaux sociaux et les réactions ne se font pas attendre. « En à peine plus d'un mois, j'ai atteint 4000 abonnés sur le compte Instagram Ma rue par Achbé : jusqu'à Malibu d'où j'ai reçu une photo avec Ma rue par Achbé écrit sur le sable de la plage ! » Aujourd'hui ils sont des milliers à « liker » ses petites phrases sur Facebook.

Sur le trottoir, « la pluie efface tout, et j'aime ça... car je peux recommencer ». Il faut en effet faire place nette car Achbé n'écrit que dans sa rue « parce que je l'aime » — « Ce n'est pas une rue, c'est une famille » — et sur les marches des escaliers Maurice Utrillo juste à l'angle. Ici, elle est chez elle. « Je connais tous les bébés. On s'en-



© Aliosha Alvarez

traide. » Avec une voisine, elle a demandé et obtenu l'autorisation de verdir les trottoirs, l'une côté pair, l'autre côté impair, puis transmis la bonne nouvelle aux habitants pour que chacun installe à sa guise fleurs et plantes.

Mixité

Ce à quoi elle tient aussi dans cet environnement, c'est la mixité sociale : bobos les habitants de la Butte ? Elle nuance : à deux pas de chez elle, on trouve un hôtel social, une cantine pour personnes sans ressource, un foyer pour mères isolées, plusieurs crèches... « Le 18e me donne beaucoup. C'est un arrondissement formidable. Je lui rends un peu à travers ça. »

Ma page blanche est noire, comme un tableau noir, un retour à l'enfance.

Ses enfants sont allés à la communale puis au collège du quartier, Hervé et elle y tenaient. L'école Clignancourt : « un modèle de mixité, où tous les enfants sont tirés vers le haut » insiste-t-elle. Elle fait partie du conseil du collège : « c'est très important de s'impliquer dans son quartier ».

Quand elle insiste sur l'importance de la mixi-

té sociale, elle sait de quoi elle parle : elle n'est pas née dans la soie. « Ma mère était aide-soignante et elle nous a élevées seule ma sœur et moi, après son divorce. On n'était pas riches mais elle s'est quand même débrouillée pour m'offrir le Perfecto dont je rêvais ! Elle a été fondatrice de ma personnalité. Les profs au collège étaient des enculés. Mais ma mère, elle, a toujours cru en moi. Elle me disait « Fonce ! ». Elle s'est battue pour que, malgré eux, j'aie au lycée. Et ce fût rude. Mais je crois que le système scolaire a changé, qu'il y a plus de bienveillance ».

Après Charlie

Quand Hervé et elle se sont rencontrés, elle avait 17 ans, lui 21, « mais j'étais largement consentante pour le détournement de mineure ». Un an plus tard, ils s'installaient ensemble à Dijon pour poursuivre leurs études. Hervé est graphiste dans une administration qui le mute à Paris. Elle le suit bien sûr, répond à l'annonce d'une boîte de pub, décroche le job et arrête sa thèse – « je ne voulais pas devenir prof ». Pendant seize années ils ont vécu leur bonheur à deux, chacun avec sa sphère de travail et d'amis – « ma vie, c'est mes amis, même quand Hervé était là » – chacun portant l'autre dans son travail tout en respectant sa liberté. Longtemps, avant de décider de passer du couple à la famille, ils ont aus-

si beaucoup voyagé ensemble, notamment en Italie, « leur point commun ».

Et pour cause : l'immigration, ils connaissent tous les deux. Sa famille à lui est franco-polonaise, celle de Claudie franco italienne. Alors, qu'on ne vienne pas lui raconter que le problème aujourd'hui vient de la différence de religion, que l'islam serait incompatible avec notre culture : « dans la petite ville de Bourgogne de mon enfance, nous étions catholiques ; ça n'empêchait pas qu'on se fasse traiter de macaroni et, à l'église, nous n'avions pas le droit de faire la quête, contrairement aux petits Français ».

Eux qui croyaient tant au vivre ensemble ont vécu l'attentat contre Charlie comme « un tsunami idéologique, social, politique ». Après, « rien n'était plus pareil ». Hervé travaillait encore plus. Pour dire et redire ce vivre ensemble, comme dans sa poignante « Une » de notre journal, *Fuck terrorism*. Elle, à l'automne prochain, participera à la Fête des vendanges, non plus dans son quartier mais sur l'esplanade Pajol, sur le thème « Écrire aux étoiles », pour écrire au sol dans toutes les langues, enfin dans beaucoup : arabe, wolof, pach-toun... Dire qu'on peut s'aimer. « Love for rêver ». Naïve ? « Je préfère vivre au pays des bisounours qu'au pays des cons ».

Marie-Odile Fargier

<https://fr-fr.facebook.com/marueparachbe/>